

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du



CAUCASE) Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Le Pantouranisme dans ses rapports avec le problème du Caucase.....	
Le bolchevisme en Perse.....	MIR
A quoi pense donc le monde civilisé ?.....	IN-LI
En Azerbaïdjan	A. KAPLAN
La tragédie des montagnards du Caucase.....	KAZI-KHAN
Au Turkestan	O. O. ORASBAI
Les agents bolcheviks à l'œuvre	MILITANT

REVUE DE LA PRESSE

Offensive sournoise.....	G. G.
--------------------------	-------

CHRONIQUE

Géorgie — Azerbaïdjan — Ukraine — Turkestan.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, *Rue du Sabot*, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Le Pantouranisme dans ses rapports avec le problème du Caucase

Sous ce titre, vient de paraître un livre du publiciste et leader du grand parti démocrate azerbaïdjanien « Moussavat », M. E. Rassoul Zadé. Il n'est pas sans intérêt pour le lecteur de Prométhée de lire la traduction de la préface de ce livre, écrite par le grand patriote et homme d'Etat géorgien, M. NOË JORDANIA.

Le livre de M. E. Rassoul Zadé, écrit M. Jordania, présente un intérêt de premier plan pour ceux qui s'intéressent à la renaissance du monde musulman. Pour la première fois, nous trouvons ici exposées les différentes tendances idéologiques des peuples turks en même temps que les programmes politiques de leurs leaders, de ceux qui luttent pour leur culture et leur liberté. L'auteur nous montre ces tendances avec beaucoup de talent et avec une profonde connaissance de la question; il fait un rapprochement heureux de ces tendances avec celles qui existent dans le monde chrétien, et il amène le lecteur à la conclusion non moins précieuse aussi bien qu'instructive de l'unité de la culture mondiale. Il apparaît que l'Orient, resté jusqu'à ce jour méconnu de l'Occident, se développe par les mêmes voies, qu'il fait pas à pas, bien que tardivement, dans le domaine de l'idéologie nationale et politique, la même évolution qu'en Occident en s'en tenant aux mêmes formes politiques et sociales d'Europe. La réorganisation de la Turquie sur les bases de la civilisation européenne n'est pas le fait d'un caprice de quelques hommes pas plus qu'une improvisation, privée de profondes racines, mais l'aboutissement naturel et indispensable, au point de vue historique, de toute la période antérieure d'histoire du peuple turc.

La pensée chrétienne ne pouvant se représenter l'existence d'un Etat turc construit sur des bases religieuses de panislamisme le rangeait dans les particularités du monde musulman; elle oubliait qu'autrefois, à un moment religieux en tous points semblable, une Europe soumise aux Papes se constituait. L'Orient et l'Occident ont commencé leur nouvelle histoire de la même façon, sur les bases de la toute-puissance du moment religieux, avec toutefois cette différence, que le deuxième se débarrassa de cette domination avant le premier. Le pan-catholicisme se détruit lui-même à l'intérieur, par la réforme et par les révolutions. Le panislamisme se détruit de l'extérieur par les guerres, les insurrections, par la sépara-

tion progressive des peuples de la métropole de la Turquie, et par la transformation de cette dernière en Etat national. Mais ces faits historiques furent précédés de tendances idéologiques, d'une lutte d'opinions, de recherches idéologiques de voies de développement national.

L'auteur du présent ouvrage nous familiarise avec toutes les phases de cette lutte idéologique; il nous montre comment l'histoire se répète, et la ressemblance entre les tendances idéologiques des peuples musulmans et chrétiens. Le pantouranisme, le panturkisme et le turkisme sont en tout semblables au pangermanisme, au panslavisme, au nationalisme transplantés sur le terrain musulman. Ayant analysé ces tendances, l'auteur rejette tous les « pan » pour ne garder que l'orientation idéologique : le turkisme qui sert de base à toute une série d'Etats qui n'ont de commun que des liens culturels, conclusion en parfaite harmonie avec le processus historique et la marche du développement national des peuples chrétiens. Cette glorieuse renaissance du monde musulman et son adaptation à la civilisation mondiale fait sortir de ses gonds une partie de la presse russe des émigrés, dite de gauche. Le livre de M. E. Rassoul-Zadé constitue la réponse aux attaques de ces cercles qui traitent une grave question culturelle en se posant en « gardiens des statuts ».

L'impérialisme sous tous ses aspects a toujours souffert d'une seule et même maladie — de l'aveuglement historique. L'histoire suit son cours contre leur volonté; ce qui doit advenir — arrive. Le devoir de toute démocratie effective est de reconnaître loyalement et sans arrière-pensée les phénomènes historiques et de les accepter comme tels, s'efforçant tout au plus de diriger leur marche dans la voie de normales relations sociales. Les peuples doivent constituer leur Etat sur les bases de l'égalité, dans la paix et dans la concorde. Ce n'est pas dans une lutte fratricide, dans un anéantissement réciproque, pas plus que par voie de soumission et d'oppression que les dernières volontés de l'histoire seront remplies, mais bien par une estime réciproque, par une libre entente et par une émulation culturelle. Les peuples musulmans de l'Union soviétique, enfin réveillés de leur léthargie séculaire, marchent à grands pas vers ce mouvement qui entraîne l'humanité pour entrer dans la famille des peuples civilisés. La démocratie internationale, aussi bien que les peuples chrétiens leurs voisins peuvent à présent les rencontrer en leur disant sincèrement : Soyez les bienvenus !

LES BOLCHEVIKS EN PERSE

Bien avant la guerre, l'existence de liens économiques entre la Perse et la Russie était un fait indiscutable. Ces liens étaient même fixés par toute une série d'accords d'un caractère international. Les produits de la Perse, tels que le coton, la laine, la soie, le riz, les fruits secs importés par Bakou et Tiflis en Russie, trouvaient un débouché soit dans le pays, soit sur les marchés d'Europe par voie de transit. Dans ce mouvement économique, il est naturel que la Transcaucasie, et la province transcaspienne en particulier, aient joué un rôle de premier plan. Tabriz était plus lié à Tiflis qu'à Téhéran; Enzeli et Recht se trouvaient exclusivement sous

l'influence de Bakou, si bien que la province de Ghilan exportait ses produits à Bakou. Le vilayet du Khorossan était en relations directes avec Askhabad et les marchandises de l'Inde et de l'Afghanistan arrivaient sur le marché d'Askhabad par la voie du Khorossan. Les marchands azerbaïdjanais avaient des factoreries dans le Ghilan et les marchands persans avaient leurs maisons de commerce à Tiflis et à Bakou. L'admirable nappe d'eau qu'est la mer Caspienne favorisait ces déplacements, et le courant d'affaires, dont le port de Bakou était le principal bénéficiaire, ne cessait de s'accroître d'une année à l'autre.

Le coton et le riz, principales richesses de la Perse, étaient importées en Russie par la mer Caspienne. Le coton était acheminé vers les grandes manufactures de Russie pour y être travaillé, le riz était déchargé à Bakou pour y subir les opérations d'usage avant que d'être livré au commerce pour les besoins de la population de Russie ou pour être envoyé à l'étranger. En un mot, les liens économiques et commerciaux qui unissaient le nord de la Perse et la Russie étaient des plus florissants, et nombreux furent les marchands persans qui s'enrichirent grâce à un mouvement d'affaires en plein développement et qui atteignit son maximum d'intensité à l'époque de la grande guerre.

Cette brillante situation changea brusquement avec la venue au pouvoir des bolcheviks. Ces derniers ruinèrent et détruisirent de fond en comble, non seulement l'économie russe, mais ils portèrent un coup formidable au commerce de la Perse. A peine ce régime parvint-il à se consolider qu'il jeta son dévolu sur les pays voisins, et sur la Perse en particulier. Les bolcheviks ne se contentèrent pas de vouloir étendre leur influence politique sur la Perse, ils essayèrent d'y acquérir une influence économique de tout premier ordre. En tant que marxistes, ils accordaient une importance exceptionnelle aux questions économiques, attendu que c'est sur cette base que repose la puissance politique des Etats cultivés contemporains. C'est dans ce but qu'ils s'empressèrent d'organiser des banques dans les grands centres de la Perse avec pour instruction de monopoliser tout le commerce de la Perse et de se saisir de tous les liens commerciaux qu'elle entretenait, non seulement avec la Russie, mais aussi avec l'Europe.

Ces banques sont chargées d'importer en Perse des marchandises qui sont vendues exclusivement en devises étrangères. Les marchands persans, désireux de se rendre en Russie pour l'achat de marchandises, sont obligés de se procurer des *tchervonets* russes par l'intermédiaire de ces banques, à des cours officiels, environ 125 francs, alors que ce même tchervonets acheté sur le marché libre est coté 40 ou 50 francs.

En dehors de ces banques, les bolcheviks ont créé toute une série d'entreprises soviéto-persanes et qui ne sont persano-soviétiques que de nom. En réalité, bien que ces entreprises comptent quelques citoyens persans, les seuls maîtres sont les bolcheviks. Tout le nord de la Perse a été mis sous la coupe de ces entreprises; vendant la marchandise à des prix beaucoup plus bas que toute autre entreprise, inférieur même au prix de revient, les bolcheviks n'ont d'autre souci que de briser toute concurrence étrangère, européenne ou même locale, en même temps que de se procurer des devises dont Moscou a un si pressant besoin. C'est ainsi que les bolcheviks sont les maîtres de la situation, qu'ils fixent à leur guise les prix du marché dans tous les grands centres du nord de la Perse.

Il est bon de rappeler qu'en Russie même, le commerce libre n'existe pas, que tout le commerce extérieur est monopolisé par l'Etat soviétique,

ce qui permet aux bolcheviks d'importer en Perse et d'exporter de ce pays les marchandises à leur convenance et de fixer les prix qu'ils jugent à propos. Cette situation s'explique, si l'on prend en considération que la voie la plus rapide et, partant, la plus directe pour se rendre en Perse est la voie russe. Et c'est pourquoi le marchand persan qui voudrait faire des affaires par lui-même, serait forcé de transporter lui-même sa marchandise en Russie, ou bien entrer en contact avec l'Europe sans passer par la Russie. Dans le premier cas il se trouverait dans une situation sans issue, attendu que, du fait de l'existence en Russie du monopole du commerce, le seul et unique acheteur serait le Commissariat du Commerce, qui commencerait par lui dicter ses prix. Bien plus, s'il vient à vendre sa marchandise, il sera payé en tchervonets, à un cours paritaire, alors que le cours effectif est inférieur de 70 %. Que s'il veut entrer en contact avec l'Europe, il devra faire passer sa marchandise par d'autres voies que la voie russe, ce qui l'obligera à faire un long détour qui le conduira à des distances excessives, lui causant une perte de temps et d'argent. Si, toutefois, il veut utiliser la voie russe, il se heurtera à des complications de tout ordre. L'on sait, en effet, que, tout en ayant des accords commerciaux avec l'U.R.S.S., la Perse, comme d'autres Etats d'Europe, ne peut se risquer à envoyer des marchandises en transit à travers l'U.R.S.S. sans qu'il en résulte des malentendus : tantôt les marchandises disparaissent, tantôt elles sont immobilisées pour un temps indéterminé au point que les produits se gâtent et ne peuvent être vendus, tant et si bien que le nord de la Perse est pour ainsi dire, non seulement devenu une sorte d'*hinterland* de la Russie soviétique, mais qu'il se trouve presque sous son entière dépendance, sujet à tous ses caprices. Le gouvernement persan est incapable de lutter contre cet état de choses, aussi l'opinion publique de la Perse est-elle fortement indisposée contre les Soviets. Les journaux persans, exempts de toute influence bolcheviste, ne manquent point d'élever de vives critiques à l'adresse de Moscou.

Lorsque la Russie tsariste s'efforçait, avant la guerre, d'étendre son influence sur la Perse du nord, cela n'avait qu'un caractère politique. Dans les questions touchant au commerce entre la Russie et la Perse, elle se gardait bien d'intervenir. Par contre, les bolcheviks, toujours prêts à critiquer la politique impérialiste du gouvernement tsariste, agissent en réalité bien plus mal, attendu qu'ils pratiquent un *impérialisme économique* que l'histoire des Etats coloniaux n'a jamais connu. Ce genre d'impérialisme économique n'a eu d'autre résultat que de ruiner économiquement la Perse du nord. Et quant aux agissements des bolcheviks, il suffit de signaler les révélations faites récemment par l'ex-tchékiste Agabekov dans les colonnes du journal russe de Paris *Poslednia Novosti*. De ces déclarations on peut juger avec quel cynisme on achète et on corrompt de hauts fonctionnaires persans, comment on ouvre la poste diplomatique des Etats étrangers, comment l'on connaît les secrets d'Etat de la Perse, et comment, enfin, la Perse est couverte d'un réseau d'agents du Guépéou et de provocateurs. Si le peuple persan veut conserver sa culture millénaire, ses traditions et la base même de son étatisme, il doit lutter contre cette force destructive qui, du nord, étend ses tentacules pour mieux étouffer la Perse dans son étreinte et se l'annexer.

A QUOI PENSE LE MONDE CIVILISÉ ?

Voilà bientôt treize ans que les hommes des wagons plombés se sont emparés d'un territoire qui couvre la sixième partie du globe; treize ans bientôt que ces hommes instaurent par le fer et par le feu le communisme intégral sur cette vaste étendue. Depuis treize ans, le sang de millions d'êtres humains coule à flots, sans que le monde civilisé fasse le moindre effort pour arrêter ces hécatombes. Forts de l'impunité, ces fanatiques, que la vue du sang excite davantage, ne songent qu'à consolider le bolchevisme dans ce qui constitue leur fief, et qu'à l'étendre sur le reste du globe. Pour arriver à leurs fins, les bolcheviks dispersent à tous les vents les trésors accumulés depuis des siècles : réserves d'or, trésors d'églises et de monastères, richesses d'Etat et privées, objets précieux et tableaux, jadis l'orgueil des musées et des palais de Russie. De toutes parts, ce ne sont plus que ruines, chaos et destructions. Ce que la plus cruelle guerre, l'invasion, l'incendie, les tremblements de terre n'auraient pu faire, les bolcheviks l'ont réalisé. Partout le deuil, partout la mort ! Treize ans après l'installation de ce régime, cette bande de fanatiques, venus dans des wagons plombés, ont donné au monde le spectacle, non pas du paradis promis, mais d'un véritable enfer. Et c'est avec ce gouvernement qui ne rêve que d'incendie mondial, que de détruire ce que le génie humain a créé au cours des siècles, que les peuples de l'Ancien et du Nouveau Monde établissent des relations commerciales et négocient des accords !

Sous le couvert d'organisations commerciales et diplomatiques, Moscou a créé dans vos propres pays des foyers de propagande; ses innombrables agents corrompent la population et vos fonctionnaires, prêchant partout autour d'eux le vol et l'assassinat. En présence de cette agitation criminelle, qu'a fait l'Europe, le Monde ?... Rien... Enhardis par tant d'indifférence, les bolcheviks ont organisé des pogroms sur votre territoire, ils ont fomenté des troubles, de sanglantes émeutes, des journées rouges, dont le premier août a été une répétition. A-t-on fait quelque chose pour mettre un terme à leurs provocations ? Rien encore, et toujours rien !

Les bolcheviks dressent les peuples les uns contre les autres, soulèvent les colonies contre les métropoles excitant les instincts les plus bas parmi les peuples primitifs, noyant, par contre, dans le sang la moindre manifestation d'indépendance des nationalités qui se trouvent sous leur joug. Quelqu'un a-t-il élevé la voix pour flétrir ces actes criminels ? Pas le moins du monde, les peuples se sont tus. Le silence a succédé au silence !

Après avoir épuisé toutes les ressources matérielles de leur pays, les bolcheviks ont essayé d'autres moyens pour atteindre le même but; ils se sont pris à désorganiser votre vie en recourant au dumping, espérant ainsi pouvoir créer chez vous un enfer semblable à celui qu'ils ont établi en Russie; et vous vous êtes tus, et le silence a succédé au silence.

Cent cinquante millions d'êtres se trouvent aujourd'hui dans la situation d'esclaves. Tout ce que produisent et exploitent des centaines de peuples, subjugués de nos jours par le pouvoir soviétique, charbon, blé, naphte, tabac, manganèse, vin, laine, etc., est réquisitionné pour être envoyé sur le marché étranger au détriment de la population locale. C'est

ainsi qu'à Bakou, centre de production du naphthe, la population est privée de lumière par suite du manque de pétrole. En Géorgie, célèbre par ses vins et son tabac, on ne trouve plus aujourd'hui une bouteille de vin, ni une pincée de tabac. La population des régions de Russie et d'Ukraine riches en céréales ne reçoit plus de pain que sur présentation de cartes, et la qualité est si mauvaise qu'un Européen ou un Américain ne se déciderait même pas à le donner aux bêtes.

Les bolcheviks pillent la population pour vendre ce butin sur vos marchés et obtenir des devises qui leur permettront de poursuivre leur travail destructeur sur votre territoire. Ils sèmeront la discorde parmi vous, dresseront les enfants contre les parents, les élèves contre leurs maîtres, les ouvriers contre les employeurs, les soldats contre l'Etat et ses institutions, afin de hâter ainsi la venue du « grand soir ».

Les marchandises que le pouvoir soviétique lance sur vos marchés sont le fruit du travail de ses esclaves qui, eux, ne reçoivent en échange ni nourriture, ni vêtements, ni logement. C'est pourquoi l'on ignore le prix de revient de ces marchandises qui peuvent être vendues à vil prix. Et, dès lors, vos marchands ont-ils la possibilité de soutenir la concurrence avec cette catégorie de marchands qui vend de la marchandise ainsi acquise ? A quoi pense donc le monde civilisé ?

A quoi pensent les gouvernements de l'Ancien et du Nouveau Monde ? Et jusques à quand comptent-ils avoir des relations avec le gouvernement de Moscou ? Au nom de quel principe ? Au nom du respect de la souveraineté d'un pouvoir étranger, du principe de la non-immixtion dans les affaires d'un autre Etat ?...

Mais ces principes reposent sur des bases de réciprocité. Est-ce que les dictateurs moscovites respectent votre souveraineté ? s'abstiennent-ils de s'immiscer dans vos affaires intérieures ? Autant de vaines questions ! Les gouvernements étrangers n'ignorent point, sans qu'il soit besoin de rappeler les révélations de MM. Bessedovski et Agabekov, que dans tous les pays du monde existe depuis longtemps une diarchie, qu'à côté du pouvoir officiel existe l'Internationale communiste, autrement dit le pouvoir des dictateurs de Moscou. Et ce pouvoir n'est pas moins agissant : il organise sur votre territoire des tribunaux et leur verdict, toujours le même, la peine de mort, est mis à exécution sans recours possible.

Est-ce là ce qu'on appelle le respect de votre souveraineté ? la non-immixtion dans les affaires intérieures de votre pays ? A moins que quelque intérêt supérieur exige la nécessité de maintenir des relations aussi étranges qu'humiliantes.

Voyons un peu, MM. les Gouvernements des pays cultivés, faisons ensemble le total des avantages et des pertes qui résulteraient du maintien de ces relations et déduisons la conclusion :

Avoir la possibilité de recevoir du blé et du naphthe, si nécessaire aux pays qui en sont dépourvus, recevoir des matières premières pour les besoins de vos fabriques et exporter ensuite les produits manufacturés, est avantageux certainement. Mais c'est là tout le profit que vous retirez de vos rapports avec le pays des Soviets. Et si nous regardons les choses de plus près et que nous examinions la quantité de produits exportés en Russie et le total de ses importations, et que nous comparions ces chiffres avec ceux d'avant-guerre, l'on s'apercevra que l'actuel commerce avec le pays des soviets a perdu tout son intérêt. Et pour ces insignifiantes

affaires, vous ne craignez pas de compromettre l'honneur et la vie de vos pays respectifs.

Les peuples de l'Ancien et du Nouveau Monde, qui s'enorgueillissent d'avoir supprimé l'esclavage, sont en voie de le favoriser en Russie soviétique, du fait qu'ils achètent des produits fabriqués par une main-d'œuvre d'esclave. N'est-ce point un désavantage que ne saurait compenser un profit matériel quelconque ?

Les relations commerciales avec les Soviets et leur reconnaissance juridique sont liées avec la venue dans vos pays et l'établissement sur votre territoire de citoyens soviétiques, d'organisations diplomatiques ou commerciales officielles et semi-officielles. Les représentations diplomatiques ou commerciales, les ambassades et consulats, les banques et agences diverses regorgent d'employés de tout ordre dont la tâche primordiale est de s'occuper de propagande. C'est par eux que s'organisent ces journées de 1^{er} mai ou de 1^{er} août accompagnées de désordres et de pillages. Quel surcroît d'impôts résulte de cet état de choses; quelle sera la note à payer du fait que les moyens de défense devront être augmentés en prévision de l'activité de ces perturbateurs ! Nous estimons péremptoirement que les dépenses qu'ils occasionnent dépasseront sensiblement les avantages à retirer du commerce avec les Soviets.

Depuis longtemps déjà, toute liberté a disparu du pays des Soviets. Nul n'a le droit de parler ouvertement, d'écrire, de lire et même de prier. Dans ce pays, les habitants ont oublié ce que c'est que le rire. Dans ce domaine du silence, chacun observe un mutisme complet.

Dans ce pays, on y fusille non pas seulement pour avoir manifesté des velléités d'opposition au pouvoir, mais encore, comprenez qui pourra, pour avoir honnêtement rempli ses ordres; on fusille des gens par groupes pour n'avoir pas été en état d'exécuter les insensées fantaisies des tyrans sanguinaires.

D'un pays arriéré et ruiné, le pouvoir soviétique exige que ses spécialistes fassent en cinq ans un Etat supérieur à l'Amérique, et tous les trois ou quatre mois des gens sont fusillés sous l'accusation d'avoir fait de l'opposition au plan quinquennal. Comme si ces spécialistes pouvaient changer quelque chose à ces plans insensés qu'on leur enjoint d'exécuter.

Ce qu'il faut aux bolcheviks, ce sont des victimes, du sang pour justifier leur folie.

Mais n'est-ce pas en vain que nous nous efforçons de décrire ces actes arbitraires ?

La fuite éperdue du pays des pogroms, de ceux-là même qui les ont déchainés et dont quotidiennement les journaux font mention, ne prouvent-ils point le bien-fondé de ce que nous avançons ? Ne voyons-nous pas l'organisateur, hier encore d'intrigues, de tout un système d'espionnage, de vols et d'assassinats, sauver aujourd'hui sa tête criminelle de la « liquidation » qui s'annonce ?...

Et c'est avec ce pays du mensonge, où règne la tromperie, le crime et les exécutions sans fin, que les peuples du globe persistent à rester en contact ?... Vous tous, peuples de l'Ancien et du Nouveau Monde et vos gouvernements, n'avez-vous point failli à vos promesses ? Vous tous, vainqueurs et vaincus de la grande guerre, n'avez-vous point solennellement déclaré que cette guerre apporterait aux peuples asservis et opprimés la paix et la liberté ?...

Vous avez tous reconnu aux peuples du Caucase le droit à la liberté

et à l'indépendance. Avez-vous oublié que l'un d'eux, le peuple géorgien, a eu une existence étatiste beaucoup plus ancienne que la plupart de vous tous! qu'il a, dans le passé, monté la garde aux frontières extrêmes de l'Europe pour barrer la route aux hordes asiatiques. Et ce pays, la Géorgie, ne l'avez-vous point reconnu *de jure*? Où sont donc vos promesses?

La petite Géorgie étouffe dans l'étreinte du pouvoir soviétique russe!...

Si le peuple russe, libre de ses destinées, a choisi le bolchevisme, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Les explications de ce phénomène ont leur base dans les particularités du caractère russe, mais les autres peuples n'ont pas accepté le bolchevisme; il leur a été imposé du dehors et par la force. La Géorgie, en particulier, s'est opposée de toutes ses forces à la pénétration du poison bolchevik. Il n'est pas de peuple dans les deux hémisphères qui puisse se flatter de s'être à ce point montré hostile à la propagande bolcheviste que la petite Géorgie. Alors que dans les pays cultivés la propagande nocive des bolcheviks sut gagner à sa cause pas mal de partisans, en Géorgie il n'y eut point de moment où l'on ne put compter les communistes par d'insignifiantes unités.

C'est dans cette répulsion au bolchevisme et aux principes de violence et de destruction qu'il propageait, que s'est manifestée la culture séculaire du peuple géorgien, sa nature parfaitement saine et ses capacités de savoir se gouverner. De nos jours, le peuple géorgien, et avec lui quelques autres peuples encore dont la seule faute est de n'avoir pu s'opposer à la force physique du plus cynique des impérialistes, se débattent dans des flots de sang sans qu'un appui quelconque du monde civilisé réponde à leur appel. Le monde se tait, ou plutôt... tend la main à ces partisans de la violence.

N'est-ce point au détriment de la morale d'Etat du monde civilisé?

« Ainsi que vous, disait un ministre de l'Agriculture d'Angleterre, au cours d'une réunion de l'Association des fermiers, je désapprouve les conditions du travail (les seules conditions du travail!) en Russie soviétique. Je les condamne même, mais de quels moyens disposons-nous pour les changer? »

Vous plaisantez, M. le Ministre?

Vous dites que vous ne disposez d'aucun moyen? Mais M. Baldwin n'en a-t-il point trouvé un? Ce qui s'explique moins, c'est que vous et vos amis n'en ayez point trouvé.

Il est certain que tous les peuples cultivés d'Europe et d'Amérique et tous les gouvernements, le vôtre en particulier, possèdent ces moyens. Loin de nous l'idée de toute intervention. Au contraire, nous souhaitons qu'il n'en soit rien; nous demandons simplement que vous renonciez à avoir toute relation avec le gouvernement de Moscou. Nous demandons que vous chassiez tous ces représentants, que vous vous preserviez de leur contact comme vous l'auriez fait à l'approche d'une épidémie, car il n'est pas de contagion plus dangereuse que celle qui menace vos bases de morale, votre civilisation et tout ce que vous avez de plus cher dans votre vie.

Cet acte sera tout à l'honneur de votre vieille civilisation; il sera pour les peuples qui gémissent dans l'esclavage soviétique une lueur d'espoir, un témoignage que, de par le monde, existe encore un droit, une justice; il leur insufflera de nouvelles forces dans la lutte qu'ils soutiennent pour la liberté.

et à l'indépendance. Avez-vous oublié que l'un d'eux, le peuple géorgien, a eu une existence étatiste beaucoup plus ancienne que la plupart de vous tous! qu'il a, dans le passé, monté la garde aux frontières extrêmes de l'Europe pour barrer la route aux hordes asiatiques. Et ce pays, la Géorgie, ne l'avez-vous point reconnu *de jure*? Où sont donc vos promesses?

La petite Géorgie étouffe dans l'étreinte du pouvoir soviétique russe!...

Si le peuple russe, libre de ses destinées, a choisi le bolchevisme, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Les explications de ce phénomène ont leur base dans les particularités du caractère russe, mais les autres peuples n'ont pas accepté le bolchevisme; il leur a été imposé du dehors et par la force. La Géorgie, en particulier, s'est opposée de toutes ses forces à la pénétration du poison bolchevik. Il n'est pas de peuple dans les deux hémisphères qui puisse se flatter de s'être à ce point montré hostile à la propagande bolcheviste que la petite Géorgie. Alors que dans les pays cultivés la propagande nocive des bolcheviks sut gagner à sa cause pas mal de partisans, en Géorgie il n'y eut point de moment où l'on ne put compter les communistes par d'insignifiantes unités.

C'est dans cette répulsion au bolchevisme et aux principes de violence et de destruction qu'il propageait, que s'est manifestée la culture séculaire du peuple géorgien, sa nature parfaitement saine et ses capacités de savoir se gouverner. De nos jours, le peuple géorgien, et avec lui quelques autres peuples encore dont la seule faute est de n'avoir pu s'opposer à la force physique du plus cynique des impérialistes, se débattent dans des flots de sang sans qu'un appui quelconque du monde civilisé réponde à leur appel. Le monde se tait, ou plutôt... tend la main à ces partisans de la violence.

N'est-ce point au détriment de la morale d'Etat du monde civilisé?

« Ainsi que vous, disait un ministre de l'Agriculture d'Angleterre, au cours d'une réunion de l'Association des fermiers, je désapprouve les conditions du travail (les seules conditions du travail!) en Russie soviétique. Je les condamne même, mais de quels moyens disposons-nous pour les changer? »

Vous plaisantez, M. le Ministre?

Vous dites que vous ne disposez d'aucun moyen? Mais M. Baldwin n'en a-t-il point trouvé un? Ce qui s'explique moins, c'est que vous et vos amis n'en ayez point trouvé.

Il est certain que tous les peuples cultivés d'Europe et d'Amérique et tous les gouvernements, le vôtre en particulier, possèdent ces moyens. Loin de nous l'idée de toute intervention. Au contraire, nous souhaitons qu'il n'en soit rien; nous demandons simplement que vous renonciez à avoir toute relation avec le gouvernement de Moscou. Nous demandons que vous chassiez tous ces représentants, que vous vous préserviez de leur contact comme vous l'auriez fait à l'approche d'une épidémie, car il n'est pas de contagion plus dangereuse que celle qui menace vos bases de morale, votre civilisation et tout ce que vous avez de plus cher dans votre vie.

Cet acte sera tout à l'honneur de votre vieille civilisation; il sera pour les peuples qui gémissent dans l'esclavage soviétique une lueur d'espoir, un témoignage que, de par le monde, existe encore un droit, une justice; il leur insufflera de nouvelles forces dans la lutte qu'ils soutiennent pour la liberté.

EN AZERBAÏDJAN

L'Azerbaïdjan, pays agricole par excellence, n'en est pas moins connu par sa riche industrie du naphte. L'on sait qu'après l'Amérique, le naphte d'Azerbaïdjan occupe la première place. L'Azerbaïdjan possède en outre du fer, du cuivre, du coton, de la laine, mais ces produits, si intéressants qu'ils soient, n'occupent qu'une place secondaire en Azerbaïdjan en comparaison de l'industrie du naphte. Cette dernière rivalise avec l'Amérique sur les marchés d'Europe, dans les pays de la Méditerranée et en Asie centrale, aussi peut-on dire en toute justice que l'industrie du naphte d'Azerbaïdjan a un avenir exceptionnellement brillant, les réserves de naphte de Bakou étant considérables. L'Amérique prévoit déjà que ses réserves seront vite épuisées, qu'elles suffiront à peine pour une période de vingt à vingt-cinq ans. Sans le pouvoir soviétique en Azerbaïdjan, l'industrie du naphte aurait pris certainement un développement plus intensif. L'on ne se contente pas d'extraire le naphte en Azerbaïdjan, mais on l'exploite, aussi présente-t-il une importance capitale comme source de richesse si ardemment convoitée par les bolcheviks. C'est ce qui les amena en Azerbaïdjan qu'ils occupèrent de force en dépit de leur déclaration solennelle sur « l'auto-détermination des peuples ». Leur calcul était juste et si nous nous en rapportons à cette même industrie du naphte, nous voyons que c'est grâce à elle qu'aujourd'hui les bolcheviks obtiennent les fonds nécessaires à la propagande dans les pays capitalistes et qu'ils utilisent encore pour les besoins d'achat de marchandises à l'étranger. Nous ne croyons pas nous tromper si nous disons que le naphte de Bakou est l'un des piliers sur lequel s'appuie le pouvoir soviétique. C'est avec une attention soutenue, avec une énergie croissante, que les bolcheviks surveillent l'exploitation du naphte de Bakou. Ils s'efforcent de conserver en bon état les puits et la machinerie et d'introduire dans leur exploitation les méthodes américaines.

Pendant ces dix années, le pouvoir soviétique a dépensé des sommes considérables pour effectuer de nouveaux sondages; à Balakhanah, l'électrification a été introduite; de nouveaux établis ont été placés; des moteurs « Rustom Proctor » ont été achetés en quantité à Londres, ainsi que des moteurs « Diésel ». Les travaux d'assèchement de la petite baie de Bibi-Eibats ont été réalisés grâce à d'énormes sommes d'argent et à une main-d'œuvre d'esclave. Les bolcheviks, fidèles à leurs principes, ont échafaudé des plans sur cette baie. Nous ne sommes pas de ceux qui, de parti pris, trouvent mauvais tout ce que font les bolcheviks. On ne saurait nier que des choses positives ont été faites; ils ont uni Bakou à Batoum par une nouvelle pipe-line dont les tuyaux ont un diamètre en tout semblable au précédent, établi sous le régime tsariste; la capacité d'écoulement de cette pipe-line n'est pas moindre que celle de l'ancienne. C'est un grand succès pour l'industrie pétrolière de l'Azerbaïdjan, attendu que ces deux pipe-line sont à même de drainer de Bakou à Batoum une grande quantité de produits de naphte et d'huiles lourdes. Les moteurs et autres organes nécessaires au fonctionnement de la pipe-line ont été achetés en Angleterre et, quant aux tuyaux, ils ont été commandés en Allemagne. Les pompes ont été placées tantôt sur l'emplacement des anciennes stations, tantôt

en de nouveaux endroits. En dépit des énormes dépenses consenties par le pouvoir des Soviets afin d'améliorer et de développer l'industrie du naphte à Bakou, les bolcheviks n'ont pas obtenu les résultats désirés; cela s'explique par le mode irrationnel d'exploitation du naphte. Leur seule préoccupation consiste à faire l'impossible pour exporter le plus possible de naphte à l'étranger; c'est pourquoi tous leurs efforts tendent à augmenter, à intensifier la production. Ils ont un besoin impérieux d'argent, au point qu'ayant acheté des marchandises à crédit à l'étranger ils les revendent hâtivement pour se procurer des devises. *F. News* cite une série d'exemples fort caractéristiques; il signale, notamment, le fait suivant: il y a deux mois à peine, les bolcheviks achetaient à une Compagnie allemande en Haute-Silésie, une grande quantité de zinc avec un crédit de douze mois. Une fois le zinc en leur possession, ils le revendaient aussitôt à un prix inférieur au prix d'achat, mais argent comptant.

Un autre exemple: les bolcheviks achètent en Tchécoslovaquie une importante quantité de métal avec un crédit de deux ans et aussitôt ils le revendent comptant à un prix bien inférieur à celui qu'ils l'avaient eux-mêmes acheté. L'on voit jusqu'à quel point les bolcheviks ont besoin d'argent et cela caractérise suffisamment l'état de leurs finances. Il est certain qu'en recourant à une exploitation rationnelle du naphte les bolcheviks pourraient parfaitement exporter dix fois plus de naphte qu'ils n'en exportent en ce moment, mais ils ne sont pas à même de le faire, attendu que le régime bolchevik tue tout esprit de travail, tout intérêt chez les ouvriers de cette industrie. Ces derniers mois, le désordre règne dans l'industrie du naphte. La *Vie économique*, organe des Soviets, reconnaît que pendant ces derniers mois l'extraction du naphte a baissé de 40 %.

Mais il n'y a pas que ce domaine où la mauvaise exploitation des richesses économiques se fasse véritablement sentir; témoin ce fait: un ingénieur italien, de retour de Bakou où il avait séjourné quelque temps, a fait une intéressante déclaration à un journal de Paris, le *Vozrojdenié*. Cet ingénieur raconte qu'à Gandja existe une fabrique de textiles construite en béton armé. Cette étonnante fabrique a été construite exclusivement dans une but de réclame et voici dans quelles conditions: Il y a quelques six ans, une personnalité soviétique. M. Ordjonikidze vint inopinément à Gandja et il ordonna de créer sur-le-champ un « nid prolétarien ». Il n'y avait ni plan, ni instructions. Par crainte de lui déplaire, les autorités locales en commencèrent la construction. L'entreprise occupa une énorme quantité d'ouvriers, près de six mille hommes. Le Conseil de l'Economie Nationale d'Azerbaïdjan elabora des projets et des plans concernant le matériel pour la fabrique ainsi que l'évaluation de la quantité de cotonnades qu'elle aurait à fournir. L'ingénieur chargé de l'entreprise donne un compte rendu sur l'état du matériel. Toutes les machines ont été achetées en Angleterre. Depuis leur réception, voici déjà trois ans, elles restent là couchées dans leurs caisses, sans emploi, exposées aux intempéries du temps. Il va sans dire que ces machines ont été plus ou moins détériorées, qu'elles se sont rouillées et que beaucoup ne sont plus bonnes qu'à jeter. Selon le devis, il faut compter un minimum d'un million de seaux d'eau pour la construction de la fabrique alors que les puits ne peuvent en fournir qu'environ deux cents mille. M. Ordjonikidze, d'après les déclarations de l'ingénieur, menaçait de mort l'administration locale si la construction de la fabrique n'était pas mise immédiatement en exécution. Et aussitôt des instructions impérieuses, très contradictoires, parviennent du

pouvoir central. Les autorités locales terrorisées s'efforcent de les exécuter sans s'inquiéter de ce qui adviendra. Cette construction dure depuis six ans, treize millions de roubles ont déjà été dépensés et bien d'autres encore vont être nécessaires; or, cette usine restera à n'en pas douter, sans utilisation aucune et livrée à elle-même, sans surveillance ni entretien, s'effondrera pour ne plus former que des ruines. Mais l'usine figurera dans le plan quinquennal. Telle est la description que donne de l'industrie de Gandja ledit ingénieur italien lequel a passé près de vingt ans en Azerbaïdjan et qui est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes pour les constructions de ce genre. Point n'est besoin du reste de la description de l'honorable ingénieur italien, les journaux bolcheviks eux-mêmes ne cachent point le chaos qui règne dans l'industrie azerbaïdjanienne.

*
**

L'Azerbaïdjan possède tout ce qui est indispensable à l'existence d'un Etat, en tant qu'indépendance économique. De plus, cette république jouit d'une situation géographique exceptionnellement favorable. Elle peut exporter ses marchandises sur les marchés d'Europe et d'Asie. Mais hélas, ce pays se trouve dans la main des bolcheviks et, d'un jour à l'autre, sa vie économique se désorganise de plus en plus, attendu que le pouvoir ne possède ni les moyens, ni possibilité quelconque de lutter contre le chaos. Les facteurs essentiels dans l'exploitation du naphte, ce sont les ouvriers, les ingénieurs et les spécialistes. Les ouvriers exceptés, il faut reconnaître que le manque de spécialistes se fait fortement sentir; il se chiffre par milliers. Le gouvernement soviétique s'efforce d'attirer à Bakou des spécialistes de Russie et de l'étranger, mais la situation des ingénieurs qui y sont occupés est déplorable. Ils ne peuvent donner au travail ce qu'ils seraient en état de fournir attendu qu'ils sont traités en véritables esclaves et que leurs noms sont portés tantôt sur un tableau « rouge », tantôt sur un tableau « noir ». Toutes les « émulations sociales », ces « travaux de choc » et autres excentricités ne parviennent pas à donner les résultats voulus. Cela ne fait que compliquer les conditions de vie des ingénieurs qui doivent perdre un temps précieux à calculer toutes sortes « d'émulations » pour leurs comptes rendus, tous ces émules étant illettrés et, conséquemment, incapables de présenter eux-mêmes des chiffres. Et n'est-ce point paradoxal de voir le pouvoir soviétique s'efforcer, d'une part, d'attirer des ingénieurs dans l'industrie azerbaïdjanienne et de les mettre ensuite dans des conditions de vie à ce point intolérables qu'il n'est pas possible de travailler. Fort de ses connaissances théoriques et pratiques, l'ingénieur essaie de faire adopter un projet et aussitôt l'ouvrier qui le contrôle, profane en la matière, lui propose autre chose. Le malheureux spécialiste écoute, exécute et, comme résultat, rien de positif. Or, comme c'est l'ingénieur qui est responsable, il est bientôt considéré comme « saboteur ».

La situation des spécialistes d'origine azerbaïdjanienne est encore bien pis, attendu qu'on les accuse, en outre, de déviation vers le nationalisme. La situation en est arrivée au point que dans les sphères communistes turkes de Bakou des protestations se font entendre contre les traitements inhumains dont sont l'objet les ingénieurs spécialisés. Des communistes purs, comme Eiyoub et Mahmoud, ont pris publiquement la défense des ingénieurs. Un sourd mécontentement est parvenu jusqu'à Moscou et des instructions furent envoyées au Conseil des Commissaires à Bakou pour

qu'il soit procédé à la préparation de cadres de spécialistes azerbaïdjanais. Ces instructions prescrivent de prendre dans les écoles techniques un minimum de 50 % d'étudiants turks d'Azerbaïdjan. Mais les faits sont là pour témoigner que les rapports entre le pouvoir central soviétique et les Turks d'Azerbaïdjan ne sont point sincères. D'un côté l'on envoie des instructions pour qu'on accepte des Turks azerbaïdjanais dans les écoles et, de l'autre, l'on envoie des ordres secrets prescrivant de s'opposer à ces entrées. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'école des ingénieurs techniciens où une centaine d'étudiants turks-azéris auraient dû être pris cette année, l'on n'en compte que quinze. Il est bon de souligner ici, que tous les directeurs d'écoles supérieures en Azerbaïdjan sont des communistes russes. Un collaborateur du journal *Kommounist*, organe des communistes azerbaïdjanais ayant voulu savoir la cause de cette anomalie eut l'idée de s'adresser aux directeurs de ces écoles. Il lui fut répondu que les étudiants turks eux-mêmes n'avaient fait aucune demande d'entrée, que par conséquent ils devaient s'en prendre à eux-mêmes. Or, les renseignements puisés au commissariat de l'Instruction publique montrent que le nombre de demandes pour entrer dans les dites écoles supérieures s'est accru cette année de plus de 100 %, par rapport aux années précédentes. Ce qui est digne de remarque, c'est que tous les candidats aux écoles supérieures appartiennent à « l'aristocratie » communiste et qu'ils sont d'origine prolétarienne. Le *Kommounist* de Bakou indigné, écrit : « La préparation des spécialistes turks azerbaïdjanais aux fins de développer et de consolider le régime communiste occupe une place exceptionnelle, malheureusement, ceux qui sont appelés à réaliser cette préparation manifestent un manque de sincérité dans leurs attributions et des tendances bureaucratiques ». Le journal communiste propose de sévir contre les saboteurs. Reste à savoir laquelle de ces deux forces prendra le dessus. Ces directeurs trouvent aide et protection à Moscou; ils peuvent, tout à leur aise, accuser les communistes azerbaïdjanais de verser dans le nationalisme, voire dans le chauvinisme... Les communistes azerbaïdjanais à leur tour les accusent de bureaucratisme.

Quant à nous, il semblerait que c'est par ailleurs qu'il convient de chercher la solution de ce problème. Moscou fait preuve de logique et de système. La question n'est pas dans le bureaucratisme, mais bien dans une manifestation du plan impérialiste que Moscou s'efforce de réaliser en Azerbaïdjan. Oui, Moscou dispose d'un système et d'une logique bien déterminée. Une nation dominante ne saurait agir autrement avec les habitants d'un pays conquis et soumis.

A. KAPLAN.

La Tragédie des Montagnards du Caucase

(Suite)

La révolution russe apporta la liberté tant désirée. Le 11 mai 1918, les Montagnards s'étant déclarés indépendants s'empressèrent de constituer la République des Montagnards du Caucase; elle succomba à la suite d'une lutte incessante, tantôt contre les Russes blancs, tantôt contre les Russes rouges, et depuis 1920, le pays est occupé par les bolcheviks russes.

Différents par la forme, mais semblables quant à l'esprit à leurs prédécesseurs, les bolcheviks, qui se déclarent « amis des peuples orientaux », ne manquent pas de s'annexer les petits peuples afin, disent ils, de construire en commun un paradis socialiste après avoir détruit le monde capitaliste. C'est tout juste si les Montagnards n'avaient pas été désignés pour faire sauter ce monde capitaliste et pour mieux les décider; les bolcheviks au début leur faisaient des avances leur laissant entendre que le rôle de pont transbordeur entre l'U.R.S.S. et l'Orient leur était dévolu. C'était à eux, Montagnards nobles et reconnaissants, qu'était confié le soin de tirer pour les autres, les marroons du feu, mais il n'en fut rien; les bolcheviks eux-mêmes ne tardèrent point à montrer leurs cartes. Toutes les promesses qu'ils avaient faites allaient bientôt recevoir un démenti et le droit à l'autonomie poussé jusqu'à la séparation, la création de républiques indépendantes, la protection dont devait bénéficier la culture, les langues locales, l'agriculture, et autres assurances accordées à grands cris, se transformèrent en instrument d'oppression entraînant à sa suite des hécatombes de Montagnards. Leurs buts, les plans diaboliques des bolcheviks sont aujourd'hui démasqués; les républiques et régions autonomes du Caucase peuvent témoigner de la bonne foi et de la réalisation du programme des bolcheviks. Après avoir constitué une république des Montagnards, les bolcheviks s'empressèrent de la détruire en la morcelant en une infinité d'unités dont les frontières, le plus souvent, ne concordent point avec les particularités ethniques. Bien mieux, certains territoires comportant un seul et même peuple ont été partagés, dissociés. Et cela s'explique lorsque nous ajouterons que le pouvoir soviétique, qui ne savait sur qui s'appuyer dans le pays en dehors des baïonnettes, avait quelques craintes connaissant la valeur de ce peuple guerrier sur lequel il avait pu étendre sa domination depuis soixante-dix ans, grâce à son système de *divide et impera*.

Ainsi, en se basant sur certaines « déclarations de droits des travailleurs et des peuples exploités » et pour réaliser le bonheur des nationalités, la république des Montagnards, fortement amoindrie déjà, a été, par décret du 7 juillet 1924, morcelée à nouveau pour former de ses débris sept nouvelles unités dont six régions autonomes et une république soviétique. De par leurs droits et leur structure politico-administratifs, toutes ses unités sont autant de satellites de Moscou, de second ordre cependant, puisqu'elles ne lui sont pas directement rattachées; seul, le Daghestan a un lien plus étroit avec le gouvernement central, sans lui être toutefois entièrement rattaché.

Il n'est pas sans intérêt de signaler ici l'organisation de ces unités soviétiques qui, bien que succinctement, donnera une idée de leur état, notamment en ce qui concerne la fragilité du pouvoir local et des budgets locaux :

1° Région autonome des Adighés (Tcherkesses)

Si l'on s'en rapporte aux statistiques soviétiques de 1926, la population de ce territoire s'élevait à 113.059 âmes pour une superficie de 3.093 kilomètres carrés.

L'industrie est représentée par 29 établissements industriels au capital d'environ 427.781 roubles; le nombre d'ouvriers occupés s'élevait à cette époque à 409.



Commerce : le nombre d'entreprises commerciales s'élevait à 329 dont 257 privées. Leur mouvement d'affaires atteignait 429.000 roubles sur un ensemble de 2.358.000 roubles. Sur ce chiffre, les entreprises de l'Etat ont donné 1.064.000 roubles et les coopératives 875.000.

Economie rurale : la surface cultivable s'élève à 102.500 hectares, ce qui constitue 4 hect. 72 pour chaque exploitation agricole, soit 0,98 par individu. Le nombre des exploitations manquant de bétail s'élève à 13 %.

Santé publique : la présence de lieux insalubres et marécageux, domaine de la fièvre, fait sentir ses funestes effets sur la population. La population tcherkesse, obligée de s'établir dans la plaine où règne la fièvre, a été fortement atteinte. Le nombre de cas de maladies pendant l'année 1924-1925 a atteint 106.839, soit 954 individus sur 1.000. Le service médical compte 13 circonscriptions avec 5 hôpitaux et 225 lits.

Budget : les dépenses budgétaires locales pour l'année 1925-1926 se sont élevées à 1.075.000 roubles. Le centre administratif et politique, Krasnodar, se trouve hors du territoire adighe.

2° Région autonome de Kabardie et de Balkarie

Superficie : 12.205 kilomètres carrés; terres cultivées : 179.400 hectares sur 1.220.500 hectares.

Industrie : l'on ne compte que deux usines travaillant le bois, un moulin à vapeur et une typographie.

Commerce : le mouvement commercial dans son ensemble atteignait à peine en 1924-1925 le chiffre de 3.039.000 roubles.

Santé publique : la région autonome compte 9 lazarets avec 220 lits et 11 stations sanitaires avec aides-médecins.

Budget : le budget local en 1924-1925 comptait 330.000 roubles de revenu contre 1.513.000 de dépenses.

3° Région autonome du Karatchaï

Industrie : il n'existe pour le moment aucune industrie; cependant, il est question d'en créer une avec l'exploitation des forêts et du sous-sol et la préparation de produits tirés du laitage.

Commerce : le mouvement commercial du 1^{er} mai 1926 au 1^{er} janvier 1927 a donné 1.147.000 roubles.

Instruction publique : la région comptait 33 écoles de premier degré ou primaires en 1926 et un technicum pédagogique.

Santé publique : les 5 hôpitaux de la région comptent 225 lits; 5 stations sanitaires avec aides-médecins et 1 établissement de boues curatives.

Budget : le budget est en déficit. Pendant l'année 1925-1926, le total des revenus s'élevait à 269.000 roubles; à cette somme il faut ajouter les 402.000 roubles de subsides du fonds régional, soit en tout 671.000 roubles; les dépenses se sont élevées à 625.000 roubles.

Région autonome des Tchetchines

Cette région compte une ville extrêmement importante, non seulement comme centre administratif, mais comme ville industrielle, avec son

naphte. D'après le dénombrement de 1926, sa population s'élève à 97.695 habitants. Cette circonstance évidemment lui a valu d'être détachée de la région autonome pour former une unité administrative distincte relevant directement du territoire nord-caucasien.

Industrie : l'industrie du naphte a été détachée de l'économie nationale de la région autonome. Elle est par trop indispensable au gouvernement central. L'industrie locale est dans un état peu enviable; en tout : 10 entreprises avec 400 ouvriers.

Instruction publique : l'ensemble des enfants fréquentant l'école atteint à peine 8 %.

Santé publique : en tout 7 hôpitaux avec 265 lits; 3 stations climatiques.

Budget : les revenus pour l'année 1925-1926 se sont élevés à 1 million 189.000 roubles.

Région autonome des Ingouches

Economie rurale : nombre d'exploitations ayant une superficie jusqu'à 1 hect. 1 : 8,7 %; de 1 hect. 2 à 3 hect. 3 : 50,8 %; de 3 hect. 4 à 6 hect. 5 : 32,1 %; de 6 hect. 6 et au-dessus : 3,8 %. Le nombre de bêtes à cornes pour l'année 1926 est inférieur de 26 % à celui de 1913.

Industrie : 17 entreprises dont le coût d'établissement est estimé à 708.000 roubles occupent 273 ouvriers ou employés.

Voies de communication : absence complète de routes et de chemins; la voie ferrée coupe le territoire de l'Ingouchétie sur une longueur de 7 kilomètres avec une seule station : Nasran.

Instruction publique : 22 écoles du premier degré (primaires) et une école professionnelle.

Santé publique : 1 hôpital de 20 lits; 7 médecins et 2 aides-médecins.

Budget : en déficit; les revenus pour l'année 1925-1926 ont été de 488.000 roubles.

Région autonome de l'Ossétie du Nord

Territoire : 6.045 kilomètres carrés; le district de la Sounja et la ville de Vladicaucase ont été détachés de l'Ossétie et rattachés au territoire Nord-Caucasien en tant que districts autonomes.

Commerce : le nombre d'entreprises commerciales au 1^{er} octobre 1926 s'élevait à 551 avec un mouvement d'affaires évalué à 6.500.000 roubles.

Industrie : au cours des années 1924-1925, le nombre d'entreprises industrielles s'est élevé à 601 occupant 2.495 ouvriers ou employés. La production globale de ces entreprises a donné 4.239.000 roubles.

Toutes les grosses entreprises telles que celles qui exploitent le plomb et l'argent, les scieries mécaniques, les meuneries, etc., travaillent pour les marchés étrangers à la région.

Budget local : l'année budgétaire 1925-1926 s'exprime par des revenus s'élevant à 829.000 roubles et par des dépenses de 1.396.000 roubles. Pour couvrir le déficit, l'administration centrale a fourni des subsides prélevés sur l'impôt industriel et sur les fonds de secours locaux.

République soviétique socialiste du Daghestan

Le Daghestan a, de tout temps, sous le pouvoir russe, été tenu en suspicion; toujours agité, il s'est maintes et maintes fois soulevé contre le redoutable et grand empire russe. Cette circonstance suggéra au gouvernement russe la nécessité de prendre des mesures énergiques contre les essais tentés par les Daghestanais pour développer leurs forces économiques. Le fait même de s'occuper de prospection était considéré comme suspect. Le commerce, l'industrie étaient dans le marasme le plus complet. Cette période dans le domaine de l'économie agricole peut être caractérisée par les chiffres suivants : dans la période qui suivit l'année 1860, le Daghestan exportait pour 1.500.000 roubles contre 75.000 roubles environ de marchandises, des étoffes plus particulièrement; trente ans plus tard, le chiffre des exportations baissa de 1.300.000 roubles et les importations de 57.000 roubles. Ainsi, Samourski, l'auteur de la brochure « Daghestan » (Moscou, 1925), a parfaitement raison lorsqu'il déclare que les chiffres que nous venons de citer suffisent pour expliquer ce qu'était la politique tsariste.

Au cours de ce demi-siècle et plus de domination russe au Daghestan et tandis que l'industrie et le commerce russe se développaient, le mouvement d'exportation et d'importation baissait de 20 %. Cette étrange attitude fut tout aussi édifiante par rapport à l'exploitation du naphte. Les chiffres suivants illustrent on ne peut mieux la baisse de l'extraction du naphte aux établissements de Bérikeï :

En 1902, l'exploitation du naphte a donné 64.276 pouds.

En 1903	elle a donné	1.088.155	pouds.
En 1904	—	1.088.791	—
En 1905	—	533.028	—
En 1906	—	188.577	—
En 1907	—	84.421	—
En 1908	—	67.855	—
En 1910	—	53.115	—
En 1911	—	36.729	—
En 1915	—	57.136	—

Et cependant, ce sont ces mêmes établissements qui, à une certaine époque, ont vivement intéressé la puissante firme Nobel, laquelle avait déjà commencé à développer leur exploitation lorsque la guerre vint interrompre les travaux. En un mot, le Daghestan était toujours lésé; le gouvernement préférerait, vu le déficit qui en résultait, payer jusqu'à un million de roubles que de tenter le moindre effort. Toute l'administration russe du Daghestan, police, tribunaux, hôpitaux, chaussées, etc., était entretenue par le gouvernement central.

Avec la révolution, et plus encore avec la guerre civile de 1917 à 1921, la situation économique du Daghestan ne fit qu'empirer. Nul n'ignore le rôle que joua le Daghestan à l'époque de l'offensive du général Dénikine, alors qu'il défendait pied à pied son indépendance. Cette circonstance et les sympathies bolchevistes laissèrent croire à un petit groupe d'intellectuels qu'il serait possible de réaliser l'indépendance du Daghestan avec le seul appui des communistes russes; ils leur rendirent, en effet, après

leur arrivée au pouvoir, de signalés services. Cet ensemble de faits, aussi bien que la présence d'une masse compacte d'éléments nationaux ethniques permirent au Comité exécutif central de Russie, par décret en date du 20 janvier 1921, de déclarer le Daghestan république autonome. Ce qui est important, c'est le sectionnement d'une partie du district de Khassov-Yourt, rattaché avec les districts de Kizliar et d'Atchikoulak, de la province du Terek, à la république du Daghestan. Tous ces districts des steppes, avant l'arrivée des Russes, faisaient partie du Daghestan avec lequel ils forment un tout indivisible. Avec leur retour au Daghestan, l'ancien équilibre économique devait être rétabli. L'on sait, en effet, qu'un pays d'élevage comme l'était le Daghestan autrefois, avait besoin des pâturages de ses districts de la steppe pour nourrir le bétail, le Daghestan montagnoux par lui-même ne pouvant se suffire à lui-même. Avec le rétablissement de sa situation antérieure, le Daghestan, en partie montagnoux, en partie situé dans la plaine, compte 54.212 kilomètres carrés. Il semble dès lors que, possédant toutes les conditions favorables à la vie d'un pays, le Daghestan devait prospérer. Voyons ce qui en est résulté avec le pouvoir soviétique :

Industrie. — Au 1^{er} avril 1926, le Daghestan comptait 29 établissements industriels, dont 26 appartenaient à l'Etat. Le nombre d'ouvriers enregistré s'élevait à 1.884. L'industrie de la pêche occupe une place importante; à elle seule, elle devrait constituer la base du budget de la république; en attendant, elle atteint à peine les 30 % d'avant-guerre. L'industrie à domicile, dite des « koustari », qui, avant la guerre, constituait la principale base d'existence de la population locale, produisait en quantité toutes sortes d'objets : armes, bibelots, ornements, coffrets, tapis, manteaux brodés (tcherkeskas), galons, bourkas, etc., etc. On estime à plus de 200.000 le nombre de personnes travaillant à la fabrication de ces produits; toutes les femmes du Daghestan y trouvaient leur emploi. Cette industrie est tombée à plus de 50 % au-dessous de la production d'avant-guerre. Pendant l'année 1925-1926, la production de l'industrie des « koustari » a donné environ deux millions de roubles sur une production industrielle d'ensemble, pour cette même année, de 14 millions de roubles.

Economie rurale. — Le Daghestan est un pays d'élevage par excellence. En 1914, ce territoire comptait 74.639 chevaux; en 1924, on n'en comptait plus que 34.883, soit une différence de 45 % d'avant-guerre. Le gros bétail à cornes comptait, en 1914, un ensemble de 488.564 têtes; en 1926, on n'en comptait plus que 276.225; cette même année 1914, le petit bétail (moutons, chèvres, etc.), comptait 2.825.716 têtes; en 1924, on n'en comptait plus que 1.170.132.

La surface ensemencée qui, en 1914, s'élevait à 346.800 déciatines, n'atteignait plus, en 1924, que 109.678 déciatines, c'est-à-dire les 28 % d'avant-guerre.

Les vignobles qui, en 1914, couvraient au Daghestan une surface de 9.882 déciatines, n'en couvraient plus, en 1924, que 5.992; les vergers qui, en 1914, couvraient une surface de 4.369 déciatines, n'en couvraient plus, en 1924, que 1.714.

Santé publique. — Au 1^{er} janvier 1925, le Daghestan possédait vingt-huit circonscriptions médicales, cinquante-six écoles pour aides-médecins, six lazarets de ville et quarante de campagne, quatre hôpitaux avec trois cent cinq lits, dix-huit hôpitaux de village, cinquante-trois médecins.

Le *budget* du Daghestan se montait à cinq millions de roubles.

Tels sont les faits. Ils montrent suffisamment l'état désastreux dans lequel se trouvent les républiques nationales, et le Daghestan en particulier. La plupart de ces républiques ne possèdent même point leur centre administratif sur leur propre territoire. Des cités florissantes comme Grozny, Vladicaucase, ont été détachées de leur territoire pour former des unités distinctes rattachées à l'administration régionale. Ces faits montrent les tendances des bolcheviks qui, consciemment, cyniquement même, suppriment ainsi la vie politico-économique, conséquemment et nationale des régions autonomes. Le rattachement de ces villes à des régions situées hors des territoires nationaux porte un énorme préjudice à l'économie nationale desdites régions, aussi bien qu'au développement de leur culture, dont elles sont les principaux foyers. De ce fait, cinq régions autonomes sur six sont restées sans une seule ville, avec seulement une population rurale. Le coup porté par le pouvoir soviétique aux régions autonomes a été d'autant plus sensible qu'il a séparé du territoire national des rayons exceptionnellement riches, comme, par exemple, le rayon pétrolier de Grozny pour le rattacher directement au centre soviétique. Des millions de revenus que fournit ce rayon, rien n'est assigné au budget local.

A quoi riment, on se le demande, les belles phrases des bolcheviks lorsqu'ils parlent des soins dont ils entourent les nationalités. Que penser des misérables budgets de ces régions autonomes qui atteignent à peine les appointements des importants fonctionnaires européens, dans le temps même où, avec les centaines de millions prélevés dans les régions et républiques nationales, les bolcheviks préparent l'incendie et la ruine des autres Etats du globe. Les chiffres sont convaincants et l'on ne peut nier que sous le régime tsariste, une plus grande part des ressources locales étaient réservées aux besoins des allogènes. Quel que soit le domaine que l'on examine : domaine industriel, commercial, culturel, partout on constate une forte régression. La république des Montagnards, de nos jours écrasée, aura fort à faire pour se remettre au jour de la délivrance, pour rétablir son économie nationale, consciemment détruite par les bolcheviks. Il est heureux que les richesses naturelles de la république des Montagnards sont inépuisables et qu'avec de l'énergie et des méthodes de rationalisation adéquates, le pays pourra se développer et prendre place parmi les Etats cultivés et industrialisés de l'Europe.

KAZI-KHAN.

A U T U R K E S T A N

A la veille du 13^e anniversaire de la Révolution d'octobre, les bolcheviks du Turkestan ont décidé de faire un nettoyage dans les institutions soviétiques et une sérieuse épuration dans les rangs du parti. Dans tout le Turkestan, depuis le Tadjikistan jusqu'au Kazakstan, les Commissions de contrôle, les tribunaux du parti et le Guépéou procèdent depuis quelques mois à un travail très actif. Les journaux sont remplis d'articles consacrés à la lutte sur le « front idéologique », laquelle se manifeste par la suppression de cartes d'approvisionnement, par la prison, l'exil et les exécutions capitales. L'on a constaté que des mesures, d'ordre « idéologiques » sur un « front idéologique » sont par trop insuffisantes. Du reste, il en a

toujours été ainsi chez les bolcheviks moscovites et il ne saurait en être autrement ! (Tak builo, tak i boudiëtt !)

Devant nous se trouve étalé tout un paquet de journaux du Turkestan. Les uns viennent d'Achkhabad, de Samarkande, de Kokand, d'autres de Tachkent, d'Alma-Ata, etc. Si l'on regarde ces journaux avec un texte moitié en caractères arabes, moitié en caractères latins et qu'on lise les seuls titres des articles, on a l'impression qu'on se trouve en état de guerre. En voici quelques-uns :

« Le front en éclaireurs contre les nationalistes !... »

« Chassons l'ennemi de nos institutions !... »

« Serrez les rangs contre les opportunistes dans la question nationale !... »

« L'ennemi s'est embusqué au sein du parti et dans les organes de l'Etat !... etc., etc. »

Aux articles font suite les discours des secrétaires responsables, de ce qu'on appelle « les partis nationaux communistes » du Turkestan. Les discours sont accompagnés de ces mêmes mots d'ordre « guerriers ».

En aucun moment, au cours de ces treize années de dictature bolcheviste au Turkestan, ce qu'on appelle « l'opinion publique soviétique » n'a été aussi alarmiste que pendant ces derniers mois. Le 16^e Congrès du parti communiste à Moscou venait à peine de constater la grande victoire du « parti et du pouvoir » dans la consolidation définitive de la « fraternité internationale des peuples faisant partie de l'U.R.S.S. », que ces mêmes républiques ont vu se déclencher une lutte effective contre des tendances nationalistes qui ont trouvé leur expression « au sein » même du parti et dans les institutions soviétiques : d'une part, tendances chauvines russes de grande puissance, et nationalisme local, d'autre part.

Nous ne croyons pas nous tromper en disant que nulle part, sur aucun point du territoire soviétique, la lutte entre ces deux « nationalismes » n'a acquis un caractère de gravité comme en ce moment au Turkestan. Et cela s'explique. Par les brimades, les brutalités individuelles ou collectives, par les pogroms dont furent victimes les allogènes du Turkestan, les bolcheviks moscovites ont voulu transposer la question nationale et la faire ainsi glisser du plan politique sur le terrain ethnique et dresser en face l'une de l'autre deux nationalités différentes. L'une des plus caractéristiques de ces luttes est celle qui se livre « sur le front idéologique » dans la partie outhèque du Turkestan. Cette lutte mérite une attention toute spéciale.

Comme l'affirment les journaux du Turkestan, aussitôt après le procès de l'ancien Président du Tribunal Suprême d'Ouzbekistan, Sagdoullah Kassimov (cf. *Prométhée*, n° 44), on a découvert toute une organisation portant le nom de « Milli Istiklal », autrement dit d'« Indépendance nationale ». L'origine de cette organisation remonte à l'année 1918, lorsque, après la chute du gouvernement autonome du Turkestan, il fallut créer un centre national unique pour diriger le mouvement national.

Si l'on en croit les informations bolchevistes, l'organisation « Milli Istiklal » aurait capté des partisans de tous côtés; elle sut installer ses gens non seulement parmi les membres ordinaires du parti, mais encore parmi les chefs responsables, parmi les commissaires, les présidents, procureurs de république et les hauts fonctionnaires des Commissariats

de l'Instruction publique et de l'Agriculture. L'organisation comptait de nombreux adhérents dans les écoles et parmi les étudiants des écoles supérieures. La plupart des professeurs, les cercles littéraires, les grands écrivains du Turkestan auraient été, d'après les journaux, les « agents » de cette « Milli Istiklal ».

Douze années durant, le pouvoir soviétique n'avait connu d'ennemi plus terrible que « Milli Istiklal ». Il fallut le procès de Sagdoullah Kassym Ogly pour que l'un des témoins-provocateurs, Abid Saïdov, lequel avait été l'un des membres actifs de ladite organisation, vint révéler le secret de son existence.

Le provocateur Saïdov fut, l'on s'en souvient, empoisonné quelques jours après sa trahison. Cette particularité décida les bolcheviks à faire une soigneuse enquête; ils s'aperçurent que bon nombre de membres très connus du parti étaient fortement influencés par « Milli Istiklal ». Il apparut que dans la plupart des organisations bolchevistes rurales et urbaines, la majorité des membres faisait en même temps partie de l'organisation secrète « Milli Istiklal ».

Les articles de l'un des secrétaires du parti communiste de la république d'Uzbekistan, Osman Yousoufov, ses discours et ceux du secrétaire responsable du parti communiste d'Uzbekistan, Ekmal Ikramov, prononcés devant l'active du parti à Kokand et à Samarkande (cf. le journal *Yangi Ferghana*, 17 août, 20 et 23 septembre), permettent, en raison de l'abondance de documents, de juger des rapports qui existent entre nationalités, au Turkestan, à la veille du 13^e jubilé de la Révolution d'octobre.

Après avoir ainsi brossé un tableau de la situation, indiqué la manière dont les nationalistes s'étaient infiltrés dans les rangs du parti et dans les institutions soviétiques, Ekmal Ikramov, l'un des serviteurs des plus dévoués à la dictature moscovite au Turkestan, affirme qu'il n'exagère en rien la situation, que les faits rapportés par le Guépéou sont, en réalité, plus sérieux que ne le croient les auditeurs. Osman Yousoufov et Ekmal Ikramov affirment que les membres de l'organisation « Milli Istiklal » ont été en rapports permanents avec les anciens chefs du mouvement national, actuellement en Europe, et qu'ils ont reçu les instructions qu'ils mettent en pratique par l'intermédiaire de « l'état-major de l'impérialisme international » ? !

Et les bolcheviks, qui expliquent toutes les difficultés qui surgissent, que ce soit aux Indes, en Indochine ou ailleurs, par des causes d'ordre intérieur, notamment par le fait que l'administration étrangère dans les colonies ne répond pas aux nécessités, aux exigences des indigènes. Dans le même temps, ils expliquent les difficultés qui surviennent en pays soviétique, difficultés politiques ou économiques, du fait qu'elles sont créées « par les instructions données par l'état-major de l'impérialisme international ».

Si, en ce qui nous concerne et les honorables lecteurs de *Prométhée* avec nous, nous commençons à expliquer les difficultés britanniques aux Indes du fait seul des intrigues effectives et de la propagande des bolcheviks moscovites et des agents à leur solde, les bolcheviks nous traiteraient d'idiots sans aucun doute. Mais dès qu'il s'agit d'expliquer les causes véritables des insurrections nationales incessantes contre le pouvoir soviétique au Caucase, en Ukraine, au Turkestan, les bolcheviks « plus sensés » se couvrent eux-mêmes de ridicule et commencent à inventer toutes sortes d'idioties comme cet « état-major de l'impérialisme international » et ces

« instructions émanant de chefs d'organisations nationales contre-révolutionnaires à l'étranger », etc.

Les Yousoufoy et les Ikramov ont-ils réussi à convaincre leurs auditeurs, tous membres de l'active de Kokand et de Samarkande, lorsqu'ils prétendent que le « Milli Istiklal » reçoit des instructions de MM. N. N. ? Nullement.

Tandis que M. Ikramov lisait son rapport, quelques questions lui furent posées par écrit. En voici quelques-unes :

N'est-il pas vrai que le Comité central du parti en Uzbekistan est une véritable fabrique de colons russes ?

N'est-il pas vrai que les Turkestanienens sont placés à la tête de certains services pour remplir le rôle de figurants et pour signer les ordres donnés par Moscou ?

N'est-il pas vrai que les maîtres tout-puissants de notre pays sont les colons russes ?

L'une des questions mettait en cause l'un des plus grands chefs du mouvement national au Turkestan, Mounavar Kari. On demande à Ikramov où se trouvait en ce moment Mounavar Kari. Les réponses d'Ikramov furent courtes, mais combien éloquentes ! En ce qui concerne le sort de Mounavar Kari, dit Ikramov, je ne vous répondrai point, et quant aux autres questions, j'ajouterai qu'elles ont été empruntées au journal contre-révolutionnaire *Yach Turkestan*.

Il est vrai que le journal *Yach Turkestan* est, avec le *Yeni Turkestan*, l'organe qui lutte pour l'indépendance nationale (Milli Istiklal) et que tous deux posent ces questions, lesquelles découlent de la situation même créée au Turkestan.

OMAR OGLY ORASBAÏ

Les Agents bolcheviks à l'œuvre

Les grandes œuvres ont toujours eu des adversaires farouches, des ennemis sans scrupules. Extérieurement, en tout cas, le monde n'a jamais connu un tel mélange de fourbes et de canailles, aussi bizarre que répugnant, que ceux que la Société des Nations voit se dresser contre elle. Dans cette coalition, on y trouve des « bourgeois » et des « socialistes », des réactionnaires et des bolcheviks, qui travaillent ensemble avec une touchante fraternité. A ce sujet, un spectacle de record fut donné à la IX^e Assemblée de la Société des Nations. La scène se passe au Bâtiment électoral. Le tableau suivant vous en donnera une idée, en même temps qu'il vous amusera beaucoup.

A la tribune des délégués, le grand apôtre de la paix, M. Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères de la France, tient un de ses plus beaux discours. Il a horreur de la guerre. La paix est devenue son idée fixe, et il étudie avec éloquence et cet esprit d'élévation qu'on lui connaît les moyens pour sauvegarder cette paix.

A la tribune des journalistes se trouve un type représentatif du monde communiste — dans toute l'acception du mot — Charles Rappoport, représentant des *Izvestia* et rédacteur à l'*Humanité*. Charles Rappoport, entouré d'une quinzaine d'agents, camouflés en journalistes, du gouverne-

ment soviétique, tient une jumelle fixée sur M. Briand. Il l'étudie pour faire, de lui et de son discours, une caricature. En effet, on a pu lire dans l'*Humanité* et dans les *Izvestia* les articles de M. Rappoport, où M. Briand est accusé de vouloir préparer la guerre ! Ce coup de maître communiste lui a valu un accueil chaleureux du « socialiste » Dicker. Enchanté, Dicker a, en effet, sollicité et obtenu de M. Rappoport qu'il lui fasse le grand honneur de loger chez lui pendant tout son séjour à Genève.

Chaque session de la Société des Nations est un bon prétexte pour les agents soviétiques camouflés en citoyens de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Finlande, de Roumanie, etc., pour inonder Genève de requêtes décrivant les « persécutions affreuses » dont leurs pays respectifs seraient le théâtre. Le but est évident. Ils veulent noyer dans des flots de mensonges la voix qui s'élèverait pour dénoncer les véritables persécutions, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Arménie, au Caucase du Nord, en Ukraine, au Turkestan.

Voici encore un triste individu qui se faufile parmi les journalistes ou l'entourage des délégués de l'Assemblée. Les rédacteurs des journaux de Genève l'ont connu, des années durant, comme un défenseur acharné du vieux Pachitch, président du Conseil Yougoslave, lequel, comme l'on sait, loin d'être un révolutionnaire, fut un homme de l'extrême-droite. A la moindre critique à l'égard de M. Pachitch, cet individu surgissait à la rédaction et faisait une scène épouvantable. On l'appelait : « Chien de garde de M. Pachitch ». De plus, c'était un antisémite avéré. Que fait-il maintenant ? Il accoste les journalistes, en particulier les Juifs, qu'il suppose plus susceptibles de convertir au bolchevisme que les autres. Décidément, en changeant de maître, il a fait un bon choix : Moscou est plus riche que Belgrade !



Le charme de Moscou est connu, archi-connu ! Puisqu'on y est, parlons-en. La curiosité nous a fait commettre l'imprudence de regarder une manchette d'un journal de Genève, le *Genévois*, ainsi conçu : « *Le Travail ne publiera pas les appels des socialistes russes parus dans la Sentinelle*, et l'article intitulé : « M. Nicole continue à tromper ses lecteurs ». Il débute ainsi : « Que M. L. Nicole soit un communiste camouflé, que son rôle de directeur du *Travail*, organe officiel du Parti Socialiste genévois, ne soit qu'une scandaleuse tromperie, cela ne fait pas de doute... »

Notre curiosité une fois éveillée, nous avons été amené à commettre une autre indiscretion : celle de nous procurer les numéros du *Travail* en question. Sous le double titre : « *En Russie soviétique* » - « *Socialisme réalisateur* », nous lisons :

« Tandis que la presse capitaliste et ses agences poursuivent leur systématique campagne de dénigrement et de haine contre la Russie soviétique, ce grand pays poursuit imperturbablement son grandiose travail socialiste. A l'encontre d'un certain nombre de journaux socialistes — ah ! ce sont surtout le *Populaire*, organe du parti socialiste français, et la *Sentinelle*, quotidien du parti socialiste suisse, qui sont visés — qui suivent facilement la presse bourgeoise dans ses attaques contre la Russie soviétique, le *Daily Herald* ... qui ne se contente point des renseignements que peuvent fournir les émigrés russes d'étiquettes diverses, écrivant à la manière des Tesine... » (*Travail*, 16-10-30.)

Ici, M. Nicole, en désignant ouvertement le collaborateur de la *Sen-*

linelle qui avait publié l'appel du Parti socialdémocrate russe, jette son masque socialiste et montre les dents bolchevistes. Il trompe en effet ses lecteurs, en leur faisant croire que le *Daily Herald* n'avait rien publié en faveur des socialistes persécutés par le G.P.U. Dans le *Travail* du 4 octobre, nous trouvons des menaces singulières contre l'Internationale Ouvrière Socialiste. Repêchant un petit passage en faveur des Soviets d'une série d'articles de M. Emile Vandervelde, Président de l'Internationale, M. Nicole cache le reste à ses lecteurs et s'écrie :

« Comment se fait-il qu'au lieu d'être publiée dans un journal bourgeois, une déclaration d'une portée politique aussi considérable pour l'ensemble du mouvement socialiste, n'est-elle pas communiquée par le service de presse de l'I.O.S. à tous les journaux socialistes paraissant dans le monde ? Nous nous permettons de poser cette question à laquelle nous répondrons au moment voulu au cas où les organes responsables de l'I.O.S. estimerait qu'ils n'ont pas d'explication à donner. »

Ainsi, M. Nicole ne se contente pas d'être au service de Moscou avec son *alter ego* M. Dicker, d'avoir organisé des cellules bolchevistes à Genève et de mener une propagande soviétique dans le *Travail*. Il voudrait que les organes de l'I.O.S. se mettent également aux ordres du Gouvernement soviétique, en truquant les déclarations, en falsifiant les documents comme il le fait lui-même. Jolie besogne que celle de travailler sous les ordres d'un gouvernement étranger ! N'est-il pas en effet caractéristique qu'à Genève un parti politique, le parti démocratique, éprouve le besoin d'insérer dans son programme : « Il (le parti) luttera contre toute intervention dans les rouages de l'Etat d'éléments qui dépendraient d'une façon quelconque d'un gouvernement étranger, notamment de celui des Soviets ? »

Ajoutons, qu'en consultant la collection du *Travail* nous n'y trouvons pas la moindre objection, pas plus que de démenti des graves accusations publiées dans le *Journal de Genève* du 17 octobre et dont voici la conclusion :

« Quoique les bolcheviks de toutes catégories soient nombreux en Suisse, leur influence serait moins considérable s'ils ne pouvaient s'appuyer sur les dirigeants du Parti socialiste genevois et leur journal. Citons à titre d'exemple deux cas typiques : à l'égard du mouvement de protestation contre les persécutions religieuses, le *Travail* a mené exactement la même campagne que l'*Humanité* et toute la presse soviétique. Aujourd'hui, le *Travail* suit aussi fidèlement les directives de Moscou en ce qui concerne la question du dumping. Du reste, ceux qui douteraient de l'étroite liaison entre la direction du parti socialiste et Moscou n'ont qu'à consulter la liste officielle des journalistes présents à la récente Assemblée de la Société des Nations; ils y puiseront ce renseignement significatif : le représentant des *Izvestia*, organe officiel de Staline, résidait... chez M. Dicker, Président du Parti socialiste genevois. »

*
**

On se rappelle qu'à la suite d'une campagne de calomnies menée par les agents de l'impérialisme soviétique, MM. Nicole et Dicker, contre les victimes de cet impérialisme, le représentant à Genève de ces victimes intenta un procès à M. Nicole qui signait les articles bolcheviks et qui, de ce fait, en est donc officiellement responsable. Le coupable, le principal cou-

pable, M. Dicker, est resté dans l'ombre pour pouvoir jouer le rôle de défenseur.

Le Tribunal de Genève ayant reconnu les faits constituant le délit, ordonna une enquête pour estimer l'étendue du tort causé. A la première audience, le 26 mars dernier, où 4 témoins, socialistes éminents, devaient faire leurs dépositions, l'avocat de M. Nicole, M^e Dicker, a fait l'impossible pour empêcher les témoins de parler sur toutes les questions gênantes pour son client et pour lui-même.

Le *Prométhée* a donné dans son numéro d'avril un compte rendu savoureux de l'audience. L'enquête fut interrompue à cause de nombreux incidents, le Tribunal devant préciser le cadre des questions admises.

Entre temps, M. Nicole a redoublé dans le *Travail* sa campagne de calomnies en se basant sur une brochure de la Tcheka : « Comment furent préparées les journées d'août en Géorgie » (soulèvement de 1924) éditée par l'*Humanité*. De même, il multiplia avec M. Dicker ses intrigues auprès des dirigeants de l'Internationale socialiste. Tout comme le Gouvernement soviétique qui, après l'avoir envahie, prétendait être l'objet de la violence de la Géorgie, M. Nicole s'efforçait également de faire croire aux socialistes avoir été calomnié par M. Chavichvili ! Des démarches furent alors entreprises auprès de ce dernier pour lui faire accepter l'arbitrage socialiste. M. Chavichvili accepta, mais... MM. Dicker et Nicole préférant avoir affaire avec cet « affreux » Tribunal bourgeois, se récusèrent; le procès continue.

A la reprise de l'enquête, le 20 octobre, les personnalités d'élite de Genève, telles que MM. Albert Malche, Conseiller d'Etat et Président des *Associations suisses pour la Société des Nations*; Bernard Bouvier et Georges Werener, les éminents professeurs et anciens recteurs de l'Université de Genève, Jean Martin, rédacteur du *Journal de Genève*, le célèbre botaniste Henri Correvon (malgré son grand âge : 76 ans) et enfin l'ingénieur Morein, du Groupe socialdémocrate russe, sont venus témoigner en faveur de M. Chavichvili.

Ils ont tous affirmé qu'ils ont une grande sympathie pour le peuple géorgien et une aversion à l'égard de ses oppresseurs bolcheviks et qu'ils considèrent M. Chavichvili comme un patriote ardent, absolument désintéressé et dont l'honorabilité ne saurait être suspectée.

Nous ne relèverons que quelques passages du compte rendu de la presse que voici :

« M. Malche, Conseiller d'Etat, fait une déclaration analogue et rend, lui aussi, hommage à la parfaite honorabilité, au désintéressement et au patriotisme soit de M. Chavichvili, soit des membres du Gouvernement national géorgien.

— Tout ça, vocifère le camarade Dicker, c'est une affaire de francs-maçons.

Surpris — on le serait à moins — M. Malche se tourne vers le camarade Dicker et, après l'avoir considéré avec un vif intérêt — comme si on l'avait prié d'examiner quelque phénomène destiné au Muséum d'histoire naturelle — lui répond tranquillement :

— Franc-maçon ? Il n'y a pas que je sache de francs-maçons dans cette affaire. Il y a tout simplement des braves gens, sans distinction de parti ou d'opinion, qui se sont groupés pour manifester leur sympathie envers les Géorgiens opprimés. Vous le savez certainement mieux que moi,

c'est une vieille tradition genèvoise de prendre parti pour les peuples opprimés.

M. Correvon fait une déposition dans le même sens, mais il ne peut maîtriser son indignation et c'est d'une voix vibrante qu'il ajoute : « Je suis un vieux Suisse et je sens le rouge de la honte me monter au visage en pensant qu'à Genève, où on professe le respect de la liberté, il s'est trouvé des gens pour injurier des patriotes Géorgiens qui sont nos hôtes et qui luttent pour délivrer leur pays d'une bande de bandits ! »

Un ingénieur russe, socialiste, M. Morein, affirme également et avec force que le Gouvernement géorgien, qu'il connaît, et M. Chavichvili sont d'une honorabilité au-dessus de tout soupçon et il ajoute — ce qui arrache au camarade Dicker une de ces charmantes grimaces auxquelles il doit sa popularité : « Les vrais socialistes, dans le monde entier, souhaitent ardemment la libération de la Géorgie ! »

*
**

A cette même audience furent convoqués par M^e Dicker comme témoins de M. Nicole, 5 communistes notoires : MM. Henri Barbusse, Paul-Louis Zaven, l'avocat Tchlenov (Conseiller de l'Ambassade soviétique et délégué à la Conférence anglo-russe) et Charles Rappoport, mais ils ne se présentèrent point. Un communiqué à la presse dit que ces témoins ainsi que « Robert Grimm, Conseiller national » également cité par M^e Dicker, « seront convoqués ultérieurement. »

Comme on le voit, les principaux témoins de M. Nicole sont des communistes en vue et des agents du Komintern, c'est-à-dire à la solde du Gouvernement soviétique. M. Grimm, par contre, est un socialiste éminent et la question suivante se pose : Voudra-t-il venir se compromettre dans cette compagnie, témoigner contre un peuple opprimé pour le seul plaisir de la tyrannie moscovite ? On est fondé d'en douter.

MILITANT.

Revue de la Presse

OFFENSIVE SOURNOISE

On connaît le rôle lamentable qu'a joué M. Kerenski au cours de la révolution russe. Et voilà qu'aujourd'hui, dans son journal les *Dni* (n° 109), M. Kerenski s'efforce, avec l'aide de son collaborateur M. Soloveitchik, de rejeter les responsabilités sur les peuples allogènes de Russie. D'après ce singulier historien, la cause de la tragédie qui se déroula en Russie ne serait autre chose que le mouvement libérateur des peuples opprimés. « Le rôle, déclare-t-il, des groupements séparatistes en tant qu'auxiliaires directs du bolchevisme n'est pas suffisamment apprécié. »

Personne ne se laissera prendre à cette énormité. Les « groupements séparatistes » ne furent jamais des « auxiliaires du bolchevisme ». Bien au contraire. Ce furent justement les peuples opprimés qui eurent les premiers la claire vision du danger que présentait le bolchevisme. Ils se dressèrent tous contre les vagues rouges parties de Moscou et opposèrent à la doctrine destructive du bolchevisme l'idée constructive de Patrie.

Lénine prit les mesures qu'il croyait nécessaires en vue de conjurer la

dislocation de l'empire et de soulever l'enthousiasme du peuple russe. En faisant miroiter devant les yeux d'une masse inculte la possibilité de la création d'une République Universelle, (naturellement sous la domination de Moscou), il déclara l'Europe capitaliste et bourgeoise ennemie jurée du prolétariat : du même coup il reniait toute obligation de caractère international et fermait la porte à toute influence intellectuelle et morale de l'Occident.

Dans le même temps, il promettait à tous les peuples opprimés de Russie une pleine liberté, mais à une condition : c'est que l'idée nationale devait partout céder le pas à la dictature du prolétariat. Par ce procédé il escomptait couper en deux tout organisme national et déclencher une guerre civile sans merci au sein même de chaque nation, guerre qui, avec l'aide du prolétariat moscovite, devait aboutir à une reconstruction de l'ancienne unité de l'empire.

« Tout socialiste russe, disait-il, qui refuserait de reconnaître, par exemple, à l'Ukraine le droit de séparation, tombera inévitablement dans le chauvinisme; car, si l'Ukraine venait à se séparer de la Russie, il n'y aurait là aucun mal. Celui qui oserait le prétendre serait un chauvin. Il faut être fou pour continuer la politique de Nicolas. Voyons, la Norvège ne s'est-elle pas séparée de la Suède ? »

Ce raisonnement exprimait bien la vérité, mais elle s'est, hélas, bien vite évanouie le jour où les peuples de l'Ukraine et du Caucase se détachèrent de la Russie et s'engagèrent résolument dans la voie tracée par la démocratie européenne. C'est alors que Lénine jeta le masque et organisa une ruée de ses hordes en Ukraine et au Caucase. Ce sont des faits incontestablement établis.

Le bolchevisme n'est donc qu'une nouvelle forme de l'impérialisme russe. Il ne peut être abattu que par la libération des peuples opprimés. Quant à aller dire que « des groupements séparatistes » ont joué le rôle « d'auxiliaires directs du bolchevisme » ce n'est là qu'une bêtise destinée, de toute évidence, à la consommation intérieure des groupements impérialistes russes.

G. G.

CHRONIQUE

GEORGIE

Notre correspondant particulier nous écrit de Tiflis :

Je ne saurais vous décrire l'horrible situation dans laquelle se trouve le peuple géorgien, dans les villes aussi bien que dans les campagnes. Toute la population se débat dans la misère, mais le sentiment persiste partout que le jour de demain ne passera pas comme celui d'hier, et que quelque chose d'extraordinaire doit arriver. Mais les jours passent sans apporter le moindre soulagement. Aucun milieu, pas même celui des fonctionnaires soviétiques, n'a la certitude d'avoir pour le lendemain un minimum de moyens d'existence. Tout a disparu du marché : pain, sucre, riz, viande, tissus, vêtements, chaussures. Dès 4 heures du matin, grands et petits ne pensent plus qu'à se procurer un peu de nourriture et si cette chance leur échoit, ils sont heureux, heureux de pouvoir vivre un jour de plus.

Tout ce qu'on avait pu exporter et échanger contre des devises étrangères, le pouvoir soviétique l'a déjà exporté et mis en vente. Faut-il vous dire qu'à Tiflis il est impossible de se procurer une bouteille de vin sans une carte. Dans un pays comme la Géorgie, riche en citronniers et en mandariniers, ces fruits sont introuvables. La production du naphte, crie-t-on, aurait dépassé celle d'avant-guerre et cependant à Tiflis on chercherait en vain de la benzine. En un mot, la bacchanale des devises étrangères a transformé la vie en enfer.

Peut-on s'imaginer l'état d'esprit d'une population plongée dans une telle

misère, lorsque, d'un jour à l'autre, chacun se trouve aux prises avec les difficultés de la vie, avec le souci de se procurer le moindre moyen d'existence ?... Il se produit naturellement une dépression morale qui va s'accroissant, et cependant je dois dire qu'en dépit des difficultés de toute nature le peuple géorgien — ce qui est peut-être une exception dans l'Union soviétique — ne se montre pas moralement abattu. Il garde intacte sa foi dans l'avenir et ne s'abandonne pas au désespoir.

Quant au pouvoir soviétique, il se sent en Géorgie comme dans un camp ennemi. Ses nerfs sont toujours tendus, son esprit est toujours surexcité. Il se sent menacé de toutes parts; son esprit est toujours en éveil; il se tient sur ses gardes. Il va de soi que le peuple n'éprouve que de la haine contre les envahisseurs et les soulèvements se succèdent comme partout d'ailleurs dans tout le Caucase, particulièrement en Azerbaïdjan et en Arménie. Le pouvoir soviétique ne réussira jamais à mettre fin à ce mouvement libérateur.

Plus ce mouvement prend de l'ampleur et plus les atrocités dues aux mesures répressives dépassent toute limite. Les prisons et les caves de la Tcheka regorgent de détenus politiques. Ces lieux de supplice ne suffisent plus. Il y a deux ans qu'on a commencé la construction d'un immense local pour le Guépéou, au centre de la ville, sur la place de l'ancienne cathédrale. Les caves de cette institution civilisatrice sont déjà achevées; l'ensemble de ses cellules et de ses cachots, dit-on, est si vaste que toute la population de la ville peut y être incarcérée.

Tout fait croire que ce seront les égorgeurs de la liberté géorgienne eux-mêmes qui y trouveront leur tombeau.

N. N.

L'Association Internationale « Pour la Géorgie »

On nous écrit de Genève :

Le 24 septembre dernier, l'Association Internationale « Pour la Géorgie » a tenu, à Genève, son Assemblée générale annuelle.

M. Jean Martin, Président du Comité, a fait à l'Assemblée un rapport dans lequel il a souligné en particulier que le nombre des adhérents à l'Association continue toujours à augmenter; rien qu'au cours des deux derniers mois, plus de quarante personnes du monde politique et littéraire se sont inscrites membres de l'Association. Cela laisse supposer que la sympathie pour la cause géorgienne reste toujours vivante et agissante.

Fidèle à la tradition démocratique de son pays, M. Jean Martin donnait toujours sa démission comme Président du Comité, mais non moins fidèle à la cause géorgienne il cédait toujours au désir de l'Association; et toujours réélu à l'unanimité, il a continué pendant six ans à remplir les fonctions de Président. Cette fois on a eu le regret d'accéder à son désir et de procéder à l'élection des nouveaux membres du Comité.

L'inlassable activité de M. Jean Martin au cours des six dernières années a été éloquemment dépeinte par M. Chavichvili, représentant de la Géorgie à Genève, et par M. Albert Malche, Conseiller d'Etat, Président du Département de l'Instruction publique du Canton de Genève. Puis l'Assemblée générale a entendu, avec une attention soutenue, l'exposé de M. Chavichvili sur la situation actuelle des peuples du Caucase, en général, et sur celle de la Géorgie, en particulier.

Le nouveau Comité a été constitué comme suit : M. Albert Malche, Président; M. Georges Werner, ancien Recteur de l'Université de Genève et M. Edgar Milhaud, éminent professeur d'économie politique, Vice-Présidents. Sur la proposition du nouveau Président, M. Jean Martin a été élu Président honoraire.

K. L.



Nous sommes heureux d'avoir l'occasion d'exprimer notre profonde gratitude à M. Jean Martin pour son inlassable activité en faveur d'un peuple si injustement subjugué par les hordes moscovites. On sait que la situation actuelle de la Géorgie est une plaie saignante dans la conscience universelle. Fermer autant que possible cette plaie par le triomphe du droit et de la justice, n'est-ce pas là la véritable tradition de la République Helvétique ?

Nous saluons les nouveaux élus de l'Association Internationale « Pour la Géorgie », MM. Albert Malche, Georges Werner et Edgar Milhaud, et formons des vœux pour que leur activité apporte encore plus d'éclat au rayonnement moral et intellectuel de la ville de Genève dans le monde.

PROMÉTHÉE.

AZERBAÏDJAN

On annonce l'apparition d'un livre sur le Pantouranisme, œuvre de M. E. Rassoul Zadé, homme politique azerbaïdjanien des plus connus. Le livre contient une **préface** de M. Jordania.

*
**

Depuis ces derniers temps, la production du naphte et de la benzine à Bakou a fortement diminué, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter Moscou. Le Commissaire Roudzoutak a envoyé un télégramme de toute urgence au Président de l'Azneft à Bakou, M. Barinov, avec copie au parti communiste d'Azerbaïdjan ainsi conçu : « Au cours de cette année l'extraction de la benzine en Azerbaïdjan a diminué de 50.000 tonnes. Cette circonstance a mis la politique d'exportation et celle des tracteurs dans une situation difficile. Vous devez mobiliser toutes les forces et possibilités afin d'arriver à obtenir la même quantité de benzine que l'an dernier. Avisez-nous des mesures que vous vous proposez de prendre. » L'Azneft fait tous ses efforts pour exécuter l'ordre de ses maîtres. (*Bildirisi.*)

Expulsion d'un ingénieur américain

L'ingénieur américain Bolding, envoyé aux entreprises de naphte de Bakou par la firme américaine Max Miller, a frappé un fonctionnaire de l'Administration centrale de l'Azneft ainsi qu'un milicien qui voulaient examiner les effets de M. Bolding, à la sortie des bureaux de l'Administration. Le Président de l'Union du Naphte, M. Lomov a aussitôt envoyé un télégramme à la firme Max Miller, à New-York, exigeant le rappel immédiat de M. Bolding et l'envoi d'un autre ingénieur plus correct. (*Rabotchaïa Gazeta*, 18 octobre.)

Colons russes

La *Zaria Vostoka* de Tiflis (21 octobre) annonce que le Commissariat de l'Agriculture à Moscou a assigné une somme de 150 millions de roubles pour l'envoi et l'installation de colons russes en Azerbaïdjan. Sur cette somme, 41.000 roubles sont destinés aux 100.000 soldats russes démobilisés qu'on se propose d'installer également sur le territoire de la République d'Azerbaïdjan. Moscou a donné à ce mouvement de colons le nom très spécial de « mouvement industriel-agricole » afin de laisser supposer que ces colons sont tous des spécialistes envoyés dans le seul but de prêter leur concours à la population locale.

Incendie de Kolkhoz

La *Zaria Vostoka* de Tiflis (n° 218) annonce que l'organisation des Kolkhoz qui porte le nom de « Internationale » dans le district de Karabagh est en flammes. Le matériel agricole et les machines, système Lantz, ont été anéantis par le feu. Pour empêcher l'incendie de s'étendre, tous les paysans des alentours ont été mobilisés. La quantité d'orge et d'avoine ainsi détruite n'a pu encore être évaluée.

L'ensemencement ne se fait pas.

Le journal *Bakinski Rabotchii* (18 octobre) signale que les gens des Kolkhoz aussi bien que les exploitations privées ne se décident point à ensementer. D'après les données officielles, il n'a été ensemené jusqu'au 1^{er} octobre que les 20 ou 25 % de la surface envisagée. Le Comité exécutif d'Azerbaïdjan a donné l'ordre d'intensifier l'ensemencement de manière à ce que le plan soit exécuté le 25 octobre.

Ouverture de pourparlers avec les insurgés

Les pourparlers engagés avec les insurgés des régions de Gandja, Zakatal, Lenkoran n'ont donné aucun résultat. Le Gouvernement soviétique prend des mesures tendant à les encercler et à les forcer ainsi à se rendre. Les paysans exigent la suppression des Kolkhoz, une amnistie générale, l'autorisation pour les émigrés de ces derniers temps de retourner sur leurs terres et l'octroi d'un secours.

Le travail des Kolkhoz

Le journal *Bakinski Rabotchi* n° 189 signale que nombre de Kolkhoz sont en pleine désorganisation et dans un état d'anarchie manifeste. Les fonctionnaires préposés aux Kolkhoz sabotent les instructions reçues, agissant à leur manière. Ils sont sous l'entière influence des Koulaks. Cette situation a eu pour résultat de ne faire exécuter le programme envisagé que dans les proportions de 30 %. Le journal attribue cette situation à la mauvaise foi des fonctionnaires préposés aux Kolkhoz ou bien encore à l'ignorance complète de tout ce qui touche à l'organisation compliquée des Kolkhoz.

La lutte contre les Koulaks

Le correspondant du journal *Bildiriz* annonce que la lutte contre les Koulaks a commencé en Azerbaïdjan. A la conférence des receveurs d'impôts, le Commissaire aux Finances a signalé que la pression exercée sur les Koulaks est insuffisante. Une accentuation de la campagne du recouvrement des impôts a été reconnue indispensable. Les autorités locales ont reçu l'ordre de procéder à une sérieuse épuration des Kolkhoz où se sont glissés des éléments koulaks. Aucune compensation n'est donnée aux paysans expulsés de leurs terres. De différentes régions on signale que nombreux sont les paysans moyens qui, à l'approche des agents dits de « dékoulakisation », s'enfuient dans la montagne; beaucoup détruisent leurs récoltes et leur avoir. Les forêts et les montagnes sont devenues le refuge de ces malheureux; la nuit le ciel est embrasé par les lueurs des incendies. La famine est à prévoir pour cet hiver.

Le chemin de fer de Bakou-Djoulfa

Le Commissariat des Voies et Communications de Transcaucasie informe que le plan annuel des travaux n'a été exécuté que dans les proportions de 48 %. Il explique cette circonstance du fait que les ouvriers sont mal outillés, que la nourriture fait défaut, que les logements sont insuffisants et surtout en raison du sabotage dont se rendent coupables les ingénieurs. (*Bakinski Rabotchii*, 9-10.)

UKRAINE

La famine

D'après les journaux soviétiques, même les ouvriers, cette classe privilégiée de la population, commencent à subir les conséquences de cette crise. La quantité de viande, de beurre, de lait, de pommes de terre et autres produits délivrés par les coopératives est absolument insuffisante. On peut avoir des denrées au marché privé, mais alors une livre de beurre atteint le prix excessif de 4 à 5 roubles. Le Gouvernement soviétique ne prévoit pas d'amélioration prochaine.

Cet hiver, le blé étant exporté à l'étranger, les pommes de terre seront l'aliment principal de la population. Mais sur 74.400 tonnes de pommes de terre qui devaient être amenées à Kiev pour le ravitaillement de la ville, une quantité insignifiante a pu être apportée à cause de la crise des transports. Les froids approchent, les pommes de terre laissées dans les champs vont geler et la population sera ainsi privée d'un aliment destiné à remplacer le pain. (*Pravda*, de Kiev n° 234.)

L'ensemencement automnal

D'après les chiffres publiés par le Commissariat de l'Agriculture en U.R.S.S. 64,6 % des terres destinées à la culture ont été ensemencées. Pour pouvoir effectuer le plan dans son entier, il faudrait encore 7 semaines; à cette époque toute la terre en U.R.S.S. sera recouverte d'une épaisse couche de neige. (*Pravda* de Moscou.)

La fièvre typhoïde

Un communiqué de la commission extraordinaire épidémique signale encore une progression de l'épidémie du typhus exanthématique et de la scarlatine à Kiev. Une grippe y sévit également; le nombre de cas enregistrés se chiffre pour le mois d'octobre à 9.000. (*Proletarska Pravda* n° 288.)

Afin d'imposer l'influence russe

Selon le plan du Commissariat de l'Instruction publique, pour le début de l'année scolaire, 44.615 étudiants devraient être reçus dans les grandes écoles de l'Ukraine soviétique. Le Commissariat central de Moscou a décidé de n'admettre que 29.000 étudiants et ce n'est qu'après l'intervention énergique des représentants ukrainiens que le nombre des personnes reçues a été porté à 33.500. Le remplacement des spécialistes ukrainiens par des russes va forcément entraîner la russification de l'Ukraine soviétique. (*Izvestia* de Moscou n° 244.)

L'instruction générale

Le plan d'instruction générale obligatoire décrété par le Gouvernement soviétique, présente à son début d'énormes difficultés à surmonter : manque de personnel enseignant, défaut de locaux appropriés, absence de livres scolaires. Grâce à cet état de choses, nombre d'enfants sont privés de l'enseignement primaire. (*Communiste* de Kharkiv n°s 260, 268.)

La crise du logement

Cette crise est si intense qu'elle entrave le travail des écoles soviétiques. A Kharkiv, il y a trois mois un institut agricole ayant pour but spécial de préparer des cadres de travailleurs scientifiques a été fondé; jusqu'à présent ladite institution n'a pas les locaux nécessaires à sa disposition. A Zinovievsk, dans les locaux de l'école technique, les différents cours se succèdent alternativement de façon que les classes ne sont jamais aérées, ce qui a une fâcheuse répercussion sur la santé des étudiants. (*Communiste de Kharkiv*, n° 288.)

Crise de l'industrie

Au cours d'une séance consacrée aux questions d'ordre économique en Ukraine, un des hauts commissaires a attiré l'attention sur le fait que cette année la qualité des produits de l'industrie soviétique est très inférieure à celle de l'année dernière. Cette circonstance a entraîné un déficit de plusieurs millions de roubles. (*Proletarska Pravda de Kiev*, 236.)

La mobilisation des automobiles

A la suite de la désorganisation des transports, la mobilisation des voitures de poids lourd est décrétée à Kiev. L'exécution de cette mesure est confiée à la « troïka extraordinaire ». D'après les ordres de ladite « troïka » toute voiture mobilisée doit fournir un travail de 20 heures par jour. (*Pravda de Kiev*, n° 236.)

Le plan de construction

Le Conseil des Commissaires du peuple a décrété de suspendre une grande partie des travaux ayant trait au « plan de construction ». C'est le manque d'argent et des matériaux nécessaires qui entravent les grands travaux de construction. Seule la construction des immeubles reconnus d'utilité publique va continuer. Celle des maisons destinées à l'habitation est suspendue. Le ravalement des immeubles est également interdit. (*Pravda de Kiev*, n° 222.)

AU TURKESTAN

La proportion d'ouvriers allogènes dans les chemins de fer d'Asie Centrale

A l'approche du 13^e anniversaire de la révolution d'octobre, il a été procédé au dénombrement des ouvriers allogènes employés dans les chemins de fer d'Asie centrale. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans le journal de Tachkent, la *Pravda Vostoka* du 25 septembre.

Aux ateliers du « Krasnivostok » où l'on compte 2.666 ouvriers, le nombre de Turkestaniens est de 657 (24,8 %). Aux ateliers « Pervomaïsk » qui compte 1.301 ouvriers, les Turkestaniens sont au nombre de 282 (21,6 %). Dans les brigades de cheminots desservant les trains de marchandises où l'on compte 1.150 employés, les Turkestaniens sont au nombre de 300 (26 %).

Les gares de marchandises qui comptent 526 ouvriers ne comprennent que 52 allogènes (10 %).

Les brigades de conducteurs affectés aux trains de voyageurs comptent 901 employés dont 35 allogènes (3,9 %). En ce qui concerne le personnel administratif desdits chemins de fer, la « nationalisation » des services s'exprime par les chiffres suivants : 683 employés dont 23 seulement sont originaires du Turkestan (3,5 %).

Il convient de remarquer qu'en raison des fréquentes résolutions prises aux divers Congrès du parti et des soviets, la question touchant à la « nationa-

lisation », autrement dit à l'introduction dans les différents emplois aux chemins de fer du Turkestan d'éléments locaux, a toujours constitué le pivot de la politique générale nationale du Gouvernement soviétique au Turkestan.

*
**

Dans la politique dite de « nationalisation » dans les chemins de fer, écrivent les journaux indigènes du Turkestan, l'attention est attirée par l'offensive déclenchée par ce qu'on appelle le « chauvinisme national grand-russien. » Le journal *Kazak*, *Embekchi Kazak* du 6 septembre, signale toute une série de faits révoltants empruntés à la vie usuelle et aux rapports qui existent entre Russes et Kazaks sur les chemins de fer d'Asie centrale, plus particulièrement à la gare d'Aktioubinsk. D'après ledit organe, les tendances chauvines grands-russes qui s'étaient manifestées au début de 1926 vont sans cesse croissant. En voici quelques exemples :

Les ouvriers kazaks ne sont pas considérés par les ouvriers russes comme des êtres humains. On prend toutes sortes de mesures pour empêcher l'ouvrier kazak d'entrer dans les unions professionnelles et c'est pourquoi on n'utilise ses services que d'une manière intermittente. Aucun d'eux n'est autorisé à rester plus de deux mois à un emploi quelconque afin de le priver du droit de s'inscrire dans une union professionnelle. C'est ainsi qu'à la gare de Tchelcar où en 1926 l'on comptait une centaine d'ouvriers kazaks, *un seul* a été admis comme membre de l'union professionnelle; en 1928, *deux* ont été admis et en 1929, *pas un seul*.

Sur 879 ouvriers kazaks que compte Aktioubinsk, un seul a été accepté comme serrurier et un seul est devenu aide-machiniste.

Sur *trois cent vingt-cinq* logements destinés aux ouvriers kazaks, *un seul* a pu trouver un logement. Et le journal d'ajouter : « La haine entre nationalités est grande sur les chemins de fer. »

Un mensonge du Président du Kazakstan

Le Président du Comité exécutif de la République du Kazakstan, M. Ernazarov, étant allé à Moscou faire un rapport au Gouvernement de l'U.R.S.S. sur les « conquêtes » du Kazakstan pendant ses dix années d'existence, a déclaré ce qui suit au collaborateur de l'agence *Tass* :

« A l'occasion du 10^e anniversaire du Kazakstan, un travail considérable sans précédent dans l'histoire a été entrepris. Il s'agissait de fixer à la terre la population nomade et semi-nomade kazake. Cette opération a eu pour résultat la création *au cours de l'année 1929-1930* de 80.340 *exploitations agricoles*. »

Cette déclaration a été reproduite dans tous les journaux soviétiques, notamment dans *Embekchi Kazak* (23-9). Or, dans ce même organe, quelques jours avant le départ du Président Ernazarov pour Moscou (11-9), la note suivante avait été publiée :

« D'après le plan de 1929-1930 devaient être fixées à la terre 84.000 économies kazakes nomades et semi-nomades. Or, par suite de causes multiples et par la négligence des organes du pouvoir, ce plan n'a pu être réalisé. »

L'épuration des rédactions de journaux

En raison de la découverte de « tendances nationalistes » et de l'incompréhension de l'idée de lutte contre le nationalisme local, les bolcheviks ont entrepris l'épuration des rédactions des journaux suivants : *Chark Hakikati*, de Tachkent; *Yanguï Ferghana*, de Kokand; *Azad Boukhara*, de Boukhara.

Ces organes, qui paraissent en ouzbek, sont les organes des organisations locales du parti communiste.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRALUT, 3, place de l'Eglise

Vient de paraître :

LE PANTOURANISME

dans ses rapports

avec le problème du Caucase

par M. E. RASSOUL ZADÉ

Préface de M. N. JORDANIA

Librairie MAISONNEUVE, 3, Rue du Sabot, Paris (6^e)

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France

fondée en 1925 à Paris

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

Prix de l'abonnement en France :

Un an: **80** fr. — Six mois: **40** fr. — Trois mois: **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

Librairie " LE TRIDENT "

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...

2/2

2025



E5114E
1930